

RAPPORT FINANCIER POUR LES SIX MOIS TERMINÉS LE 30 SEPTEMBRE 2006

T2



Ce rapport contient des déclarations de nature prospective fondées sur des hypothèses et reflétant les attentes qui sont celles de CAE à l'heure actuelle. À ces déclarations s'attachent un certain nombre de risques et d'incertitudes qui pourraient faire que les résultats et les événements réels soient notablement différents de ceux qui sont attendus. D'autres facteurs d'incertitude sont précisés dans les documents que CAE dépose périodiquement auprès des organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières au Canada et aux États-Unis. CAE ne s'engage d'aucune façon à mettre à jour ou à réviser ses déclarations prospectives.

01 _ Rapport aux actionnaires

03 _ Rapport de gestion

03 _ Faits marquants du deuxième trimestre

04 _ Introduction

05 _ À propos de CAE

09 _ Résultats consolidés

14 _ Résultats par secteur

19 _ Mouvements de trésorerie et des liquidités consolidés

20 _ Situation financière consolidée

21 _ Événement postérieur à la date du bilan

21 _ Systèmes, procédures et contrôles

22 _ États financiers consolidés

22 _ Bilans consolidés

23 _ États consolidés des résultats

23 _ États consolidés des bénéfices non répartis

24 _ États consolidés des flux de trésorerie

25 _ Notes afférentes aux états financiers consolidés (non vérifiés)

25 _ Note 1 – Nature des activités et principales conventions comptables

26 _ Note 2 – Activités abandonnées et actifs destinés à la vente

27 _ Note 3 – Intérêts débiteurs, montant net

27 _ Note 4 – Capital-actions

28 _ Note 5 – Partage de coûts avec le gouvernement

29 _ Note 6 – Avantages sociaux futurs

29 _ Note 7 – Renseignements supplémentaires

29 _ Note 8 – Charge de restructuration

30 _ Note 9 – Informations sectorielles

32 _ Note 10 – Événement postérieur à la date du bilan

T2

RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

CAE publie les résultats financiers de son deuxième trimestre clos le 30 septembre 2006. Le bénéfice net est de 30,9 millions \$, soit 0,12 \$ par action, comparativement à 17,1 millions \$, soit 0,07 \$ par action, au même trimestre de l'exercice précédent. Les données financières sont établies en dollars canadiens.

Abstraction faite des éléments non récurrents, le bénéfice tiré des activités poursuivies est de 31,1 millions \$ pour ce trimestre, soit 0,12 \$ par action, alors que celui du deuxième trimestre de l'exercice précédent a été de 20,0 millions \$, soit 0,08 \$ par action.

Les produits consolidés du trimestre se chiffrent à 280,4 millions \$, contre 280,3 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent.

Le bénéfice consolidé avant intérêts et impôts (BAII) du deuxième trimestre s'élève à 44,9 millions \$, soit 16,0 % des produits. Abstraction faite des éléments non récurrents, le BAII est de 46,6 millions \$, soit 16,6 % des produits.

Nous avons lancé l'Académie mondiale CAE, une alliance de formation destinée à remédier à la pénurie de pilotes dans le monde. Nous avons aussi obtenu de nouveaux contrats militaires qui s'élèvent à près de 220 millions \$, dont une série de programmes destinés aux forces américaines et britanniques. Au deuxième trimestre, nous avons signé de nouveaux contrats de formation pour le marché civil d'une valeur de plus de 100 millions \$ et remporté 11 commandes de simulateurs de vol (FFS) civils. Le nombre total depuis le début de l'exercice est maintenant de 17 et nous prévoyons obtenir des commandes pour 25 simulateurs de vol durant l'exercice financier.

« La cadence de notre activité commerciale du deuxième trimestre est attribuable à la force de l'industrie aéronautique et à notre capacité d'améliorer notre position sur le marché », a déclaré Robert E. Brown, président et chef de la direction de CAE. « Nous voyons les bénéfices que nous procure la diversification équilibrée de nos activités entre les marchés civils et militaires et entre les produits et les services. Nous continuons d'évaluer et de mettre en place des initiatives de croissance afin d'atténuer la cyclicalité et d'assurer l'avenir de CAE en tant que chef de file dans le secteur technologique et des services de formation. »

D'autres réalisations se sont également ajoutées depuis la fin du trimestre :

- Nous avons annoncé le lancement de la coentreprise de formation avec Embraer afin d'offrir des services de formation aux clients de la nouvelle série d'avions d'affaires très légers et légers Phenom.
- Nous avons connu une augmentation des activités de dotation en pilotes, et plus de 650 cadets sont maintenant inscrits aux programmes de formation offerts par l'Académie mondiale CAE. L'alliance regroupe actuellement trois organisations de formation au vol et nous prévoyons que ce nombre doublera avant la fin de l'exercice.

FAITS MARQUANTS DU TRIMESTRE PAR SECTEUR

PRODUITS DE SIMULATION – CIVIL

Les produits du secteur PS/C sont de 84,2 millions \$ ce trimestre, en hausse de 13 % sur ceux du dernier trimestre et de 51 % par rapport à ceux de la même période de l'exercice précédent. Cette progression est attribuable au nombre élevé de commandes récentes et au cycle de production plus court.

Le résultat d'exploitation sectoriel est de 18,6 millions \$, comparativement à 3,4 millions \$ pour la même période de l'exercice 2006. Des revenus plus élevés et une marge d'exploitation plus grande expliquent cette augmentation.

La marge d'exploitation de 22,1 %, qui est plus élevée que de coutume ce trimestre, est attribuable à plusieurs facteurs, notamment au plus grand nombre de livraisons de simulateurs ainsi qu'à une bonne diversification et à une meilleure exécution des programmes. De plus, nous avons reçu d'Investissement Québec une contribution pour des coûts engagés depuis juin 2005 dans le Projet Phoenix, notre programme de recherche et développement. Nous ne prévoyons pas bénéficier de tous ces facteurs de façon régulière dans l'avenir.

Les prises de commandes se chiffrent à 99,6 millions \$ et le carnet de commandes du secteur affichait une valeur de 313,2 millions \$ à la clôture du trimestre.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – CIVIL

Les produits du secteur FS/C sont de 78,4 millions \$, stables par rapport à ceux du deuxième trimestre de l'exercice 2006. Le changement par rapport au dernier trimestre tient en grande partie à la nature saisonnière de nos activités et à des contretemps imputables à notre récente réorganisation. Nos centres de formation ont connu ce trimestre une plus grande activité qu'il y a un an, du fait du redressement du secteur aéronautique et d'une demande de formation qui n'a jamais été globalement aussi forte. Cette augmentation est toutefois compensée par l'appréciation du dollar canadien par rapport à l'euro et au dollar américain durant la même période.

Le résultat d'exploitation sectoriel est de 11,3 millions \$, soit 14,4 % des produits, en baisse de 3 % par rapport aux 11,6 millions \$ (14,6 % des produits) du deuxième trimestre de l'exercice précédent. L'effet de levier d'exploitation marqué, propre au secteur FS/C, et les revenus saisonniers inférieurs de ce trimestre ont réduit le résultat d'exploitation sectoriel de 7,1 millions \$ par rapport au dernier trimestre. Même si les opérations sur devises n'ont pratiquement aucune incidence sur la marge d'exploitation du secteur, l'appréciation du dollar canadien au cours des derniers mois a réduit la valeur de conversion du résultat d'exploitation sectoriel.

Nous sommes sur le point de terminer les activités de redéploiement de nos simulateurs, et les dix simulateurs de vol restants devraient être dans leur nouveau centre d'ici la fin de notre exercice. En tout, 28 simulateurs, soit pratiquement le tiers du nombre de simulateurs installés, auront été relocalisés dans le cadre du plan de restructuration. Nous prévoyons certains contretemps jusqu'au moment où les simulateurs relocalisés atteindront leur pleine capacité.

Les prises de commandes se chiffrent à 103,1 millions \$ et le carnet de commandes du secteur affichait une valeur de 842,9 millions \$ à la clôture du trimestre.

PRODUITS DE SIMULATION – MILITAIRE

Les produits du secteur PS/M sont de 64,3 millions \$ ce trimestre, en baisse de 32 % sur ceux du deuxième trimestre de l'exercice précédent. La nature irrégulière des revenus dans le secteur PS/M ce trimestre est attribuable au faible volume d'activité de certains programmes européens et aux recettes plus basses engendrées par certains programmes américains.

Par contre, au deuxième trimestre de l'exercice 2006, le niveau d'activité plus fort de certains programmes européens, notamment le programme allemand NH90 pour lequel nous avons franchi des jalons importants, avait été bénéfique. De plus, nous avons aussi tiré parti de l'activité soutenue des programmes nord-américains et de la valeur plus faible du dollar canadien par rapport à l'euro et au dollar américain.

Le résultat d'exploitation sectoriel est de 7,4 millions \$ ce trimestre, en baisse de 24 % par rapport aux 9,7 millions \$ du deuxième trimestre de l'exercice précédent. Cette baisse se trouve partiellement compensée par la contribution financière d'Investissement Québec aux coûts de recherche et développement du Projet Phœnix engagés depuis juin 2005.

Les prises de commandes se chiffrent à 206,7 millions \$ et le carnet de commandes du secteur affichait une valeur de 626,3 millions \$ à la clôture du trimestre. Nous prévoyons connaître certains écarts dans le niveau des prises de commandes d'un trimestre à un autre pour les secteurs militaires, compte tenu de la nature particulière des contrats militaires et du mode d'attribution irrégulier de ces contrats.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – MILITAIRE

Les produits du secteur FS/M sont de 53,5 millions \$ ce trimestre, en hausse de 6 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le contrat de soutien des CF-18 au Canada et la formation accrue pour les C 130 Hercules à Tampa, en Floride (É-U), ont contribué à une activité plus forte ce trimestre. Cette augmentation par rapport à l'année dernière se trouve compensée par l'appréciation du dollar canadien contre l'euro et le dollar américain.

Le résultat d'exploitation est de 9,3 millions \$, comparativement à 5,4 millions \$ à la même période l'an dernier. Cette augmentation est surtout imputable aux rajustements annuels du taux de rémunération associé aux contrats militaires américains ainsi qu'aux contributions gouvernementales de PTC à nos travaux de recherche et développement.

Les prises de commandes se chiffrent à 11,7 millions \$ ce trimestre et le carnet de commandes du secteur affichait une valeur de 801,6 millions \$ à la clôture du trimestre.

L'activité militaire dans son ensemble enregistre ce trimestre des produits de 117,8 millions \$ et un résultat d'exploitation de 16,7 millions \$ avec une marge d'exploitation de 14,2 %.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

À la clôture du deuxième trimestre, les activités poursuivies ont permis de dégager une trésorerie de 59,6 millions \$. Nous avons investi 40,9 millions \$ en dépenses d'immobilisations, partiellement réduites par 6,9 millions \$ de financement sans garantie, et avons augmenté notre fonds de roulement de 16,0 millions \$. Le flux de trésorerie disponible pour le trimestre est de 10,7 millions \$.

L'endettement net pour ce trimestre est de 199,7 millions \$, et est stable par rapport à celui de 198,3 millions \$ enregistré au trimestre dernier.

CAE versera un dividende de 0,01 \$ par action aux actionnaires qui seront inscrits au registre le 15 décembre 2006. Ce dividende sera payable le 29 décembre 2006.

AUTRES RÉSULTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Le carnet de commandes consolidé affichait à la clôture de ce trimestre une valeur de 2,584 milliards \$, contre 2,433 milliards \$ à la fin du dernier trimestre. Pour ce trimestre, les prises de commandes ont représenté 421,1 millions \$, en contrepartie de quoi s'inscrivent des produits de 280,4 millions \$ réalisés à partir des commandes qui étaient en carnet.

Pour le trimestre, les dépenses en immobilisations se chiffrent à 40,9 millions \$. En 2007, nous prévoyons effectuer des dépenses en immobilisations totales supérieures à celles de l'an dernier car nous comptons profiter des conditions favorables du marché pour mettre de l'avant certains projets de croissance qui exigeront un investissement supplémentaire.

Les impôts sur le bénéfice de ce trimestre se chiffrent à 12,5 millions \$, ce qui représente un taux effectif d'imposition de 29 %. Pour l'exercice 2007, nous prévoyons un taux effectif d'imposition d'environ 31 % (sans tenir compte de l'effet des éléments non récurrents).

Exclusion faite des éléments non récurrents, le bénéfice par action tiré des activités poursuivies s'établit à 0,12 \$, comparativement à 0,12 \$ au trimestre dernier et à 0,08 \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2006. Les résultats du deuxième trimestre comprenaient une charge non récurrente de 1,1 million \$ après impôts pour les frais de restructuration et frais apparentés. Ces frais ont été compensés en grande partie par les intérêts créditeurs de 1,4 million \$ liés au paiement anticipé d'effets à recevoir.

RAPPORT DE GESTION

en date du 9 novembre 2006 | Pour le trimestre et le semestre terminés le 30 septembre 2006

1 | FAITS MARQUANTS DU DEUXIÈME TRIMESTRE

CHIFFRES FINANCIERS

PRODUITS STABLES PAR RAPPORT À IL Y A UN AN, MALGRÉ UNE APPRÉCIATION DE 7 % DU DOLLAR CANADIEN VIS-À-VIS DU DOLLAR AMÉRICAIN

- Les produits consolidés se montent à 280,4 millions \$ ce trimestre, en hausse de 0,1 million \$ sur ceux du même trimestre du dernier exercice.
- Les produits consolidés sont de 21,4 millions \$ moins élevés que ceux du trimestre dernier, en raison de l'échelonnement dans le temps des gros contrats du secteur PS/M et de la saisonnalité qui caractérise l'activité du secteur FS/C.
- Pour le premier semestre de l'exercice 2007, les produits consolidés sont de 582,2 millions \$, en hausse de 35,9 millions \$, soit 7 %, sur la même période du dernier exercice.

HAUSSE DU BÉNÉFICE D'EXPLOITATION, DU BÉNÉFICE NET ET DU BÉNÉFICE PAR ACTION PAR RAPPORT À IL Y A UN AN

- Le bénéfice tiré des activités poursuivies est de 31,2 millions \$ (0,12 \$ par action) ce trimestre, en comparaison de 33,3 millions \$ (0,13 \$ par action) au trimestre dernier et 17,8 millions \$ (0,07 \$ par action) au deuxième trimestre du dernier exercice.
- Hors éléments non récurrents, les chiffres sont de 31,1 millions \$ (0,12 \$ par action) pour ce trimestre, de 31,3 millions \$ (0,12 \$ par action) pour le trimestre dernier, et de 20,0 millions \$ (0,08 \$ par action) au deuxième trimestre du dernier exercice.

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLE POSITIF À 10,7 MILLIONS \$ CE TRIMESTRE

- La trésorerie nette dégagée des activités poursuivies se monte à 43,6 millions \$ ce trimestre, en comparaison de 32,0 millions \$ au trimestre dernier et de 53,8 millions \$ au deuxième trimestre du dernier exercice.
- Les dépenses en immobilisations se montent à 40,9 millions \$ ce trimestre, en comparaison de 40,7 millions \$ au trimestre dernier et de 24,3 millions \$ au deuxième trimestre du dernier exercice.

AUGMENTATION DU CAPITAL UTILISÉ

- Le fonds de roulement hors trésorerie a augmenté de 34,9 millions \$ ce trimestre, pour s'établir à une valeur négative de 15,9 millions \$.
- Le capital utilisé a augmenté de 4 % ce trimestre pour s'établir à 927,4 millions \$.
- La dette nette a augmenté de 1,4 million \$ pour s'établir à 199,7 millions \$.

PRISES DE COMMANDES

Les prises de commandes se montent à un total de 421,1 millions \$, en comparaison de 296,7 millions \$ au trimestre dernier et de 275,7 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2006.

Secteurs civils

PRODUITS DE SIMULATION — CIVIL : 11 COMMANDES DE SIMULATEURS DE VOL COMPLETS (FFS)

- Deux A380 pour Federal Express (FedEx).
- Un B737NG pour Continental Airlines.
- Un A320 pour Lufthansa Flight Training (LFT).
- Un B747 pour United Parcel Service (UPS).
- Un A320 pour le Clark Institute.
- Cinq B737NG pour Ryanair livrables de l'exercice 2009 à l'exercice 2013.

Le 7 novembre 2006, après la fin du trimestre, FedEx a annulé ses commandes d'avions A380 auprès d'Airbus.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS — CIVIL (FS/C) : PLUS DE 100 MILLIONS \$ DE NOUVEAUX CONTRATS

- Lancement de l'Académie mondiale CAE, une nouvelle alliance de formation destinée à remédier à la pénurie de pilotes dans le monde.
- Approbation par Dassault du cours CAE pour la formation à la maintenance du Falcon 2000EX EASy, et certification du cours. CAE mettra à disposition des instructeurs répondant aux conditions des normes du Falcon Training Policy Manual (FTPM) de Dassault.

- Signature d'une prolongation de quatre ans du contrat de formation exécuté pour Flight Options. Valeur de la prolongation : environ 30 millions \$US (33 millions \$CA). CAE demeure ainsi le fournisseur exclusif de formation des pilotes de Flight Options jusqu'en 2010.
- Signature avec de nouveaux clients d'une série de contrats d'une valeur de plus de 10 millions \$ portant sur la formation de pilotes au centre de formation aéronautique de Dubaï.

Secteurs militaires

PRODUITS DE SIMULATION — MILITAIRE : COMMANDES DE NOUVEAUX SYSTÈMES DE FORMATION ET DE MISES À NIVEAU

- Deux entraîneurs au vol tactique et opérationnel (TOFT) destinés à la US Navy : un pour hélicoptère MH-60R, et un pour hélicoptère SH-60B.
- Un simulateur d'hélicoptère AW139 pour AgustaWestland.
- Un entraîneur au vol opérationnel (OFT) d'hélicoptère E-6B destiné à la US Navy.
- Une série de mises à niveau sur le système d'entraînement Merlin EH101 de la Royal Navy britannique.
- La conception et le développement de mises à niveau et de nouveaux dispositifs de formation dans le cadre du programme C-130 Avionics Modernization Program (AMP) de la US Air Force.
- Trente-six simulateurs de tir au canon sur tourelle pour les véhicules de combat d'infanterie de l'Armée de terre britannique.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS — MILITAIRE : OBTENTION D'IMPORTANTES CONTRATS

- Services de maintenance et de soutien pour le système d'entraînement Merlin EH101 de la Royal Navy britannique.
- Services de soutien logistique pour les simulateurs de tir au canon sur tourelle pour les véhicules de combat d'infanterie de l'Armée de terre britannique.

EXPLOITATION

LA RESTRUCTURATION AVANCE COMME PRÉVU, LES REDÉPLOIEMENTS S'ACCÉLÈRENT

- Réinstallation de deux FFS.
- Réinstallation des 10 FFS restant à déménager prévue au cours des troisième et quatrième trimestres de l'exercice 2007.
- Déroulement comme prévu de l'agrandissement du centre de formation de Madrid. Toutes les activités devraient y être regroupées d'ici la fin de l'exercice 2007.
- Avancement comme prévu de l'expansion de l'activité aviation d'affaires de FS/C à Morristown (NJ) et à Burgess Hill (G.-B.). Les deux centres doivent ouvrir au cours de l'exercice 2007.
- Mise en œuvre réussie du système de gestion intégrée (ERP) dans le secteur FS/C.

2 | INTRODUCTION

Dans le présent rapport, *nous*, *notre*, *nos*, *CAE* et *la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication particulière :

- *cet exercice* et *2007* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2007 ;
- *le dernier exercice*, *le précédent exercice* et *il y a un an* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2006 ;
- les montants sont en dollars canadiens.

Ce rapport, en date du 9 novembre 2006, présente le commentaire et l'analyse de nos résultats par notre direction (le rapport de gestion), les états financiers et les notes qui les complètent pour le deuxième trimestre clos le 30 septembre 2006. Nous l'avons rédigé pour aider votre compréhension des activités, des résultats et de la situation financière de notre société au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2007. Toute l'information financière y est présentée selon les Principes comptables généralement reconnus au Canada (PCGR).

D'autres renseignements figurent dans nos états financiers pour le trimestre clos le 30 septembre 2006 et dans les états financiers annuels consolidés que vous trouverez dans notre rapport annuel pour l'exercice clos le 31 mars 2006. Le Rapport de gestion pour l'exercice 2006 contient en outre un complément d'information sur :

- notre stratégie et les grandes forces de notre société ;
- les risques et les incertitudes inhérents à notre activité ;
- l'effet des variations de change ;
- les mesures financières hors PCGR ;
- nos acquisitions, fusions et désinvestissements ;
- nos systèmes, procédures et moyens de contrôle ;
- le rôle de supervision du comité de vérification et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport annuel et notre notice annuelle sur notre site Web, www.cae.com, sur celui de SEDAR, www.sedar.com, ou sur celui d'Edgar, www.sec.gov.

NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Ce rapport présente les informations que nous avons jugées importantes pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés à la publication de ces informations. Nous considérons qu'une information est importante :

- si elle provoque, ou risque probablement de provoquer, une variation notable du prix ou de la valeur de marché de nos actions ;
- ou si les chances sont fortes qu'un investisseur raisonnable estime cette information importante pour les décisions qu'il a à prendre.

PRÉCISION SUR LES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Ce rapport contient des déclarations de nature prospective concernant nos marchés, nos résultats financiers à venir, notre stratégie, nos projets, nos buts et nos objectifs. Les déclarations prospectives commencent le plus souvent par des verbes comme *croire, compter que, s'attendre à, envisager, continuer de, estimer, pouvoir, devoir*, et font aussi emploi de verbes au futur ou au conditionnel et de formulations analogues.

Ces déclarations sont fondées sur des estimations et des hypothèses que nous jugeons raisonnables au moment de la rédaction de ce rapport. Nos résultats réels pourront être sensiblement différents en raison des risques et des incertitudes que notre activité comporte, ou en raison d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date de rédaction du rapport, en particulier les fusions, acquisitions ou autres opérations de regroupement ou de cession d'activités. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes inhérents à notre activité vous sont fournies dans notre rapport annuel de 2006.

Nous ne faisons aucune mise à jour ou rectification de nos déclarations prospectives, pas même après survenance de faits nouveaux, sauf dans les cas où la réglementation en vigueur l'impose. Nous vous conseillons de ne pas vous fier exagérément à ces déclarations prospectives.

3 | À PROPOS DE CAE

3.1 QUI NOUS SOMMES

CAE est un chef de file mondial dans le domaine des technologies de simulation et de modélisation et des services intégrés de formation destinés à l'aviation civile et aux forces de défense du monde entier.

Nous sommes concepteur, constructeur et fournisseur de matériels de simulation, et nous sommes aussi prestataires de services de formation et de services associés. Ces matériels et services comprennent d'une part des solutions intégrées de modélisation, de simulation et de formation destinées aux compagnies aériennes, aux exploitants d'avions d'affaires, aux constructeurs aéronautiques et aux forces de défense, d'autre part des services de formation que nous assurons aux pilotes et, dans certains cas, aux agents de bord et techniciens de maintenance, dans des centres de formation implantés tout autour du globe.

Nos simulateurs de vol (FFS) recréent le comportement des appareils dans toutes les situations et toutes les conditions ambiantes rencontrées en vol. Leurs systèmes visuels très perfectionnés reproduisent des centaines d'aéroports de tous les pays et toutes les conditions météorologiques possibles. Ajoutant le mouvement et les effets sonores à cette simulation visuelle, les simulateurs plongent les pilotes et les équipages à l'entraînement dans un environnement qui reproduit intégralement les conditions et les sensations du vol réel.

Fondée en 1947, CAE, dont le siège social est à Montréal, s'est valu une excellente réputation et l'attachement durable de ses clients grâce à son expérience de près de 60 ans, à ses solides compétences techniques, à son personnel hautement qualifié et à son envergure mondiale. Tout près de 5 000 employés travaillent dans ses usines et dans ses centres de formation répartis dans 19 pays. CAE tire près de 90 % de son chiffre d'affaires annuel d'exportations dans le monde entier et d'activités internationales.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées :

- à la Bourse de Toronto sous le symbole *CAE* ;
- à la Bourse de New York sous le symbole *CGT*.

3.2 NOS ACTIVITÉS

CAE est présente sur deux marchés au niveau mondial :

- Le marché civil, qui comprend les constructeurs aéronautiques, les grandes compagnies aériennes nationales, les compagnies aériennes de transport régional, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères, les centres de formation et les services de dotation des compagnies en pilotes.
- le marché militaire, constitué par les forces de défense de partout dans le monde.

Dans la gestion de nos activités et dans la présentation de nos résultats, nous distinguons quatre secteurs, à savoir un secteur produits et un secteur services, à l'intérieur de chacun des deux marchés. Chacun des secteurs compte pour une part importante du chiffre d'affaires de la société.

MARCHÉ CIVIL

PRODUITS DE SIMULATION — CIVIL (PS/C)

Conçoit, réalise et fournit des dispositifs de simulation et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile

Notre secteur PS/C est le chef de file de la simulation de vol pour l'aviation civile. Nous concevons et réalisons plus de FFS et de systèmes visuels pour les avions des compagnies aériennes nationales et régionales et pour les avions d'affaires que quiconque dans le monde. Nous avons aussi une riche expérience de la réalisation en première mondiale de simulateurs pour de nouveaux types d'avions et d'hélicoptères. Nous proposons en outre une gamme complète de services de soutien comprenant la vente de rechanges, les mises à niveau et les déplacements-réinstallations de simulateurs.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS — CIVIL (FS/C)

Fournit des services de formation et tous les services associés pour l'ensemble des personnels navigants et au sol de l'aviation commerciale et d'affaires

Notre secteur FS/C est le numéro deux mondial des fournisseurs de services de formation à l'aviation civile. Il est présent dans tous les secteurs de ce marché, à savoir : aviation générale, compagnies régionales, compagnies nationales et aviation d'affaires. Nous offrons aussi une gamme complète de services de soutien, tels que gestion de centre de formation, maintenance de simulateurs, gestion des rechanges et des stocks, élaboration de programmes de formation et services de consultation. Nous nous sommes élevés à cette position grâce à des acquisitions, à des coentreprises et à la construction d'installations neuves. Nous avons actuellement 110 FFS répartis entre 22 centres de formation dans le monde.

TENDANCES DU MARCHÉ ET PERSPECTIVES

Nous demeurons optimistes sur les perspectives du marché civil car nous y observons les tendances suivantes :

- les indices économiques sont positifs ;
- les recettes par passager-kilomètre sont en augmentation constante ;
- les commandes d'avions sont importantes et les sorties de nouveaux modèles sont nombreuses ;
- la demande en pilotes qualifiés est croissante.

Les indices économiques sont positifs

Le PIB et l'augmentation des bénéfices des entreprises stimulent le marché de l'aviation d'affaires

L'aviation d'affaires connaît une activité soutenue et croissante du marché de la formation car les flottes d'avions sont actives et de nouveaux opérateurs font leur apparition. Avec le développement des segments des avions d'affaires légers (LJ) et très légers (VLJ), nous comptons voir s'ouvrir dans l'avenir des perspectives en formation et pour d'autres genres de services.

Marchés nouveaux et émergents

Les marchés émergents tels que ceux de l'Asie-Pacifique et du Moyen-Orient connaissent un fort accroissement de leur trafic aérien et une forte croissance de leur économie, en même temps que leur réglementation du transport aérien se libéralise et que naissent des accords bilatéraux dans ce domaine. Nous prévoyons donc que la demande en FFS et les stagiaires qui fréquenteront nos centres de formation proviendront largement de ces marchés.

Les recettes par passager-kilomètre sont en augmentation constante

Le trafic aérien augmente

La croissance, modeste mais soutenue, du trafic voyageurs qui s'est amorcée vers la fin de 2005, devrait, à notre avis, se poursuivre au cours des trois prochaines années à un rythme légèrement supérieur au taux de croissance moyen de 5,2 % observé entre 1995 et 2005. Il faudra pour cela que le prix des carburants n'augmente pas exagérément et qu'aucun événement grave (instabilité politique, acte de terrorisme, etc.) ne vienne secouer le monde.

Les compagnies aériennes à bas tarifs sont en croissance

La croissance soutenue des compagnies aériennes à bas tarifs est un autre important élément dans l'activité du marché de l'aviation civile, qui alimente la demande pour les produits de simulation. En 2005, les 25 plus importantes compagnies à bas tarifs ont augmenté de 23 % leurs recettes par passager-kilomètre.

L'activité est ralentie sur les marchés établis

Sur les marchés établis comme ceux d'Amérique du Nord et d'Europe, les compagnies aériennes souffrent du prix élevé du carburant et d'une féroce concurrence sur les vols intérieurs. Si leurs investissements demeureront sans doute restreints, on s'attend à ce que certaines compagnies décident tout de même de renouveler leurs flottes plus tôt que prévu pour se doter d'avions plus économiques, afin de réduire leurs coûts d'exploitation et être plus compétitives.

Les commandes d'avions sont importantes et les sorties de nouveaux modèles sont nombreuses

Nouveaux modèles d'avions

Les constructeurs sortent de nouveaux appareils qui vont induire au niveau mondial une demande en simulateurs et en formation. Le Boeing 787, l'Embraer 190, l'Embraer Phenom et les VLJ Eclipse en sont de récents exemples.

L'arrivée de nouveaux modèles d'avions va provoquer une demande pour de nouveaux types de simulateurs. Il est dans nos priorités stratégiques de nouer des partenariats avec les constructeurs pour resserrer les liens avec eux de façon à être en position de profiter des nouveaux débouchés qui s'ouvriront.

Nouvelles commandes d'avions

Sur les neuf premiers mois de l'année 2006, Airbus et Boeing ont reçu un total de 962 commandes d'avions. Leurs fortes prévisions de livraisons d'appareils ouvrent des perspectives pour l'ensemble du catalogue des produits et services de CAE. Il faut toutefois se rappeler que les livraisons de nouveaux modèles d'appareils souffrent parfois de retards qui peuvent se répercuter sur CAE.

La demande en pilotes qualifiés est croissante

L'augmentation de la demande est mondiale

La croissance du marché de l'aviation civile engendre une demande en pilotes partout dans le monde, mais provoque en même temps une pénurie de pilotes. Cela vient de ce que la population des pilotes vieillit et de ce que les pilotes militaires sont moins nombreux à se reconvertir dans le civil. La pénurie touche plus fortement les marchés émergents comme l'Inde et la Chine où le trafic aérien augmente plus vite que dans les pays développés, et où manque une infrastructure capable de satisfaire la demande actuelle et celle de demain.

Cette pénurie ouvre des possibilités pour la dotation en pilotes, formule clé en main par laquelle nous nous chargeons pour les compagnies du recrutement, de la sélection et de la formation des pilotes qu'il leur faut. Elle nous incite aussi à chercher à nouer des partenariats pour mettre en place au niveau mondial une filière de formation et de mise à disposition de pilotes en réponse à la demande du marché. Le 19 juillet, nous avons officiellement présenté l'Académie mondiale CAE, une nouvelle alliance de formation destinée à remédier à la pénurie de pilotes dans le monde.

Nouveau mode de qualification professionnelle des pilotes augmentant la part de la simulation dans la formation

La profession aéronautique va probablement adopter un nouveau mode de qualification professionnelle des pilotes d'ici la fin de 2006. La formation des pilotes pour la licence MPL (Multi-crew Pilot Licence) proposée par l'Organisation de l'Aviation Civile International (OACI) prévoit plus d'heures sur simulateur, ce qui devrait être excellent pour notre activité.

MARCHÉ MILITAIRE

PRODUITS DE SIMULATION — MILITAIRE (PS/M)

Conçoit, réalise et fournit des matériels de formation de haute technicité pour les forces aériennes, terrestres et navales

Notre secteur PS/M est un chef de file mondial de la conception et de la production de simulateurs de vol militaires. Nous réalisons des matériels de simulation et des formations pour une multitude d'aéronefs militaires, aussi bien hélicoptères qu'avions (chasseurs, avions de transport et de patrouille en mer). Nous sommes les créateurs de la plus large gamme de simulateurs d'hélicoptères dans le monde. Nos simulateurs militaires reproduisent avec une grande fidélité des environnements de combat mettant en jeu de façon interactive les forces amies et ennemies, ainsi que les armements et les capteurs d'observation. Nous avons livré des produits de simulation et des formations aux forces de défense de plus de 35 pays, notamment à tous les corps d'armée américains. Nous avons également réalisé plus de systèmes de formation et d'entraînement pour le C-130 Hercules que quiconque dans le monde.

FORMATION MILITAIRE ET SERVICES ASSOCIÉS — MILITAIRE (FS/M)

Fournit clé en main des solutions pour la formation et la conduite des opérations, des services de soutien, la maintenance de systèmes, ainsi que des solutions de modélisation et de simulation

Notre secteur FS/M fournit des services de soutien logistique, des services de maintenance et l'instruction sur simulateur sur plus de 60 sites dans le monde. Il fournit également des services de toute sorte faisant appel à la modélisation et à la simulation.

TENDANCES DU MARCHÉ ET PERSPECTIVES

Malgré des budgets de défense qui, à notre avis, ne connaîtront dans le monde qu'une modeste progression de 2 à 3 % par an, nous pensons voir notre part de ces dépenses augmenter pour les raisons suivantes :

- la demande pour les produits et les services augmente ;
- la nature des conflits évolue.

La demande pour les produits et les services augmente

Nouvelles plates-formes aériennes

L'une de nos priorités stratégiques est de nouer des partenariats avec les constructeurs aéronautiques militaires afin de renforcer nos liens avec eux et être ainsi en position favorable pour profiter des nouveaux débouchés qui s'offriront. Les constructeurs lancent actuellement de nouvelles plates-formes qui vont stimuler à l'échelle mondiale la demande en simulateurs et en formation. Ainsi, l'hélicoptère NH90 lancé par NH Industries, le AW139 d'AgustaWestland et le C-295 d'EADS CASA, sont des exemples de nouveaux appareils qui vont amener une demande pour de nouveaux types de simulateurs.

Tendance à l'externalisation

Aux prises avec des contraintes de budget et de ressources, les forces de défense et les gouvernements scrutent leurs dépenses pour trouver où économiser. Une tendance, que nous pensons voir s'accroître, se dessine vers l'externalisation de différents services de formation. Les gouvernements se tournent vers le secteur privé pour la prestation de ces services parce que les entreprises peuvent les leur fournir plus vite et à meilleur prix.

C'est ainsi qu'au quatrième trimestre de l'exercice 2006, nous avons remporté auprès du maître d'œuvre EADS CASA et du gouvernement australien un contrat d'externalisation portant sur la fourniture clé en main et le soutien pendant cinq ans d'une capacité de formation pour l'A330 MRTT, nouvel avion multirôle de ravitaillement en vol et de transport acquis par la Royal Australian Air Force (RAAF).

Utilisation croissante de la simulation

Les forces de défense et les gouvernements sont de plus en plus nombreux à adopter des programmes de formation par la simulation en raison du meilleur réalisme, des coûts nettement plus faibles, des contraintes opérationnelles moindres et de la réduction des risques que la simulation apporte par rapport à la formation sur les matériels réels. La formation sur simulateur réduit aussi le nombre des heures de vol pour les aéronefs et permet d'entraîner les pilotes à des situations qui, en vol réel, mettraient en péril l'avion et ses occupants.

Prolongation de vie et mise à niveau des plates-formes porteuses des systèmes d'armes

Les constructeurs aéronautiques prolongent la durée de vie des plates-formes porteuses des systèmes d'armes en créant pour elles des mises à niveau ou en les dotant de caractéristiques nouvelles, ce qui augmente la demande en mises à niveau des simulateurs pour les mettre aux nouveaux standards. Des exemples récents en sont les contrats que nous avons remportés en fin d'exercice 2006, l'un pour l'avion P-3C, l'autre pour la mise à niveau d'un entraîneur aux missions de l'hélicoptère Lynx de l'OTAN, à mettre en correspondance avec les modernisations apportées à cet appareil.

La nature des conflits évolue

Demande allant vers la mise en réseau

La nature des conflits évolue. Les alliés coopèrent et créent des forces interarmées et de coalition, ce qui engendre une demande pour des exercices d'entraînement et des opérations menés en coopération et en réseau. Ainsi, au premier trimestre, nous avons obtenu un contrat de mise à niveau de simulateurs C-130J pour l'USAF pour les doter de capacités supplémentaires de mise en réseau.

Acceptation grandissante de la formation par la simulation

Les forces de défense se tournent de plus en plus vers les moyens de simulation pour satisfaire dans une plus large mesure leurs besoins en formation. Les logiciels de simulation permettent aux militaires de construire des plans de mission très élaborés et de mener des répétitions de mission de bout en bout, en complément aux entraînements et aux séances de préparation traditionnels. La simulation offre aux militaires un moyen économique de s'entraîner à toute sorte de scénarios dans des conditions réalistes, sans courir de danger et en maintenant leur état de préparation au niveau optimal. A titre d'exemple, au quatrième trimestre de l'exercice 2006, nous avons remporté auprès de l'Armée de terre américaine un contrat d'élaboration de la base de données d'un environnement virtuel au titre du programme SE-Core DVED.

3.3 NOTRE VISION

Notre vision est d'être le numéro un dans le domaine des technologies de modélisation et de simulation ainsi que dans celui des services intégrés de formation destinés à l'aviation civile et aux forces de défense du monde entier.

Nous nous classons en première ou en seconde place dans presque toutes nos activités centrales, mais l'intensité de la concurrence nous impose de demeurer en tête sur le plan de la technologie et du rapport qualité-prix. Nous avons su changer notre façon de travailler, renforcer notre situation financière et nous doter d'une solide assise pour créer de la valeur pour l'actionnaire.

Positionner notre société pour la croissance et faire avancer la mise en œuvre de notre vision ont été l'objet de nos efforts ce trimestre et vont continuer de l'être sur la partie restante de l'exercice.

Dans cette optique, nous nous sommes fixé six objectifs pour 2007 :

- mener à bien l'exécution de ce qui reste à accomplir dans notre plan de restructuration ;
- continuer de renforcer les relations avec nos clients et les constructeurs aéronautiques ;

- continuer d'améliorer notre performance financière ;
- continuer le travail de remotivation de nos employés dans tous nos établissements dans le monde ;
- maintenir notre leadership technologique ;
- viser la croissance sur nos principaux marchés.

Innover pour l'avenir

L'innovation est au cœur de notre activité et de la réussite que nous connaissons depuis tant d'années, et elle est fondamentale dans le façonnage de notre avenir.

Un groupe de personnes clé explore actuellement les possibilités de mettre nos compétences en valeur sur des marchés émergents et adjacents aux nôtres, en vue d'investir cette année dans ces marchés.

Cette exploration privilégie les voies dans lesquelles nous pouvons trouver de nouvelles applications pour notre technologie, tirer parti des rapports étroits que nous avons avec les clients et mettre à profit notre connaissance de la formation et de l'élaboration de cursus.

Les domaines de la simulation médicale et de la simulation pour les transports sont de ceux où nos compétences peuvent trouver des applications pour diminuer les risques, guider la prise de décisions et augmenter l'efficacité opérationnelle.

4 | RÉSULTATS CONSOLIDÉS

4.1 RÉSULTATS D'EXPLOITATION

SYNTHÈSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

<i>(en millions, sauf les montants par action)</i>	T2-2007	T1-2007	T4-2006	T3-2006	T2-2006
Produits	\$ 280,4	301,8	284,3	276,6	280,3
Bénéfice avant intérêts et impôts (BAII)	\$ 44,9	47,5	9,5	32,7	28,1
<i>En % des produits</i>	% 16,0	15,7	3,3	11,8	10,0
Intérêts débiteurs, montant net	\$ 1,2	3,0	0,9	6,1	4,4
Bénéfice tiré des activités poursuivies (avant impôts)	\$ 43,7	44,5	8,6	26,6	23,7
Charge (économie) fiscale	\$ 12,5	11,2	(6,2)	9,1	5,9
Bénéfice tiré des activités poursuivies	\$ 31,2	33,3	14,8	17,5	17,8
Résultats provenant des activités abandonnées	\$ (0,3)	(0,6)	(5,4)	0,1	(0,7)
Bénéfice net	\$ 30,9	32,7	9,4	17,6	17,1
BPA de base et dilué tiré des activités poursuivies	\$ 0,12	0,13	0,06	0,07	0,07
BPA de base et dilué	\$ 0,12	0,13	0,04	0,07	0,07

SYNTHÈSE DES RÉSULTATS EXCLUANT LES ÉLÉMENTS NON RÉCURRENTS

<i>(en millions, sauf les montants par action)</i>	T2-2007	T1-2007	T4-2006	T3-2006	T2-2006
Bénéfice tiré des activités poursuivies (avant impôts)	\$ 44,0	44,8	32,1	34,3	26,8
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	\$ 31,1	31,3	23,2	23,7	20,0
BPA de base et dilué tiré des activités poursuivies	\$ 0,12	0,12	0,09	0,09	0,08

LES PRODUITS SONT EN RECUL DE 7 % SUR CEUX DU TRIMESTRE DERNIER ET STABLES PAR RAPPORT À IL Y A UN AN

Les produits ont fléchi depuis le dernier trimestre, surtout en raison d'une baisse de 31,5 millions \$ dans le secteur PS/M. La baisse des produits de ce secteur au deuxième trimestre tient à la variabilité des produits comptabilisés pour certains programmes européens et à une évolution dans la composition de certains programmes américains.

Les produits sont demeurés stables par rapport à il y a un an du fait que :

- les produits de PS/C ont augmenté de 51 %, soit 28,4 millions \$, en raison de l'importance des prises de commandes récentes et du raccourcissement du cycle de production ;
- les produits de PS/M ont fléchi de 32 %, soit 30,1 millions \$, en raison d'une composition différente du portefeuille de contrats, et notamment de l'appart moindre du programme de l'hélicoptère NH90.

Pour les six mois écoulés, les produits se montent à 582,2 millions \$, ce qui représente 35,9 millions \$, ou 7 %, de plus qu'au premier semestre de l'exercice 2006.

Vous trouverez d'autres précisions sous *Résultats par secteur*.

LE BAIL¹ SE MONTE À 2,6 MILLIONS \$ DE MOINS QU'AU TRIMESTRE DERNIER ET À 16,8 MILLIONS \$ DE PLUS QU'AU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2006

Le BAIL pour ce trimestre est de 44,9 millions \$, soit 16,0 % des produits. Excluant des éléments non récurrents, le BAIL serait de 46,6 millions \$, soit 16,6 % des produits.

Par rapport au trimestre dernier, le BAIL a diminué de 2,6 millions \$ à cause :

- de l'incidence sur les marges de la baisse des produits des secteurs militaires ;
- de l'effet attendu de la saisonnalité sur le résultat du secteur FS/C ;
- de l'encaissement au trimestre dernier de 4,4 millions \$ en règlement de renonciation aux réclamations sur le programme britannique AVTS (Armoured Vehicles Training Services).

Ces éléments ont été en partie compensés par une progression de 7,6 millions \$ du résultat de PS/C et par la diminution de 3,0 millions \$ des dépenses de restructuration.

Par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2006, le BAIL a progressé de 16,8 millions \$, soit de 60 %, en raison principalement de meilleurs résultats enregistrés par le secteur PS/C, qui a augmenté ses produits d'exploitation de 15,2 millions \$.

Pour les six premiers mois de l'exercice, le BAIL se monte à 92,4 millions \$, ce qui représente 28,4 millions \$, soit 44 %, de plus que pour la même période du dernier exercice.

Vous trouverez d'autres précisions sous *Rapprochement des éléments non récurrents* et sous *Résultats par secteur*.

LA CHARGE D'INTÉRÊTS NETTE SE MONTE À 1,8 MILLION \$ DE MOINS QU'AU TRIMESTRE DERNIER ET À 3,2 MILLIONS \$ DE MOINS QU'AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2006

SYNTHÈSE DES VARIATIONS DE LA CHARGE D'INTÉRÊTS NETTE

<i>(en millions)</i>	Par rapport au trimestre dernier	Par rapport à il y a un an	Écart entre 1 ^{er} semestre de 2007 et de 2006
Intérêts nets, période précédente	3,0 \$	4,4 \$	9,2 \$
Variation (+/-) des intérêts sur la dette à long terme	0,8	0,4	(1,9)
Variation (+/-) des intérêts créditeurs	(1,7)	(1,5)	(1,4)
Variation (+/-) de l'amortissement des frais financiers reportés et autres	(0,3)	(1,4)	(1,7)
Variation (+/-) des intérêts capitalisés et autres	(0,6)	(0,7)	-
Intérêts nets, pour cette période	1,2 \$	1,2 \$	4,2 \$

Intérêts sur la dette à long terme

Sur les six premiers mois de l'exercice, les intérêts sur la dette à long terme ont diminué de 18 % par rapport à il y a un an, en raison principalement d'une diminution de la dette elle-même.

La dette a diminué pour trois raisons :

- nous avons remboursé le financement adossé aux actifs d'Amsterdam à la fin du troisième trimestre de l'exercice 2006 ;
- nous avons remboursé la tranche de 20 millions \$ de créances de premier rang en juin 2005 ;
- nous avons réduit environ de moitié le recours à notre facilité de crédit renouvelable.

Les intérêts sur la dette à long terme ont augmenté par rapport à il y a un an et par rapport au trimestre dernier par suite de l'élévation de notre niveau d'endettement, à cause des centres de formation du Brésil et de Chine et du projet NH90 auquel nous participons dans le cadre de la société Helicopter Flight Training Services (HFTS).

Intérêts créditeurs

Les intérêts créditeurs ont augmenté au cours des trois périodes mises en comparaison, principalement du fait de l'accumulation des escomptes sur des effets à recevoir que nous devaient les acquéreurs d'une des activités que nous avons abandonnées. Ces effets nous ont été intégralement remboursés ce trimestre.

L'augmentation par rapport au trimestre dernier vient aussi du niveau d'encaisse plus élevé.

NOTE

¹ Le bénéficiaire avant intérêts et impôts (BAIL) est une mesure hors PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières et structures fiscales. Nous faisons un suivi de notre BAIL car nous trouvons qu'il permet de plus facilement comparer nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises appartenant à des secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

Amortissement des frais de financement et autres charges reportées

L'amortissement des frais de financement reportés a diminué sur les six premiers mois et par rapport à il y a un an, essentiellement du fait que :

- au deuxième trimestre de l'exercice 2006, nous avons radié les frais de financement reportés non amortis associés à la facilité de crédit renouvelable que nous avons antérieurement ;
- l'amortissement des nouveaux frais reportés liés à la facilité de crédit renégociée est moins élevé.

La diminution par rapport au trimestre dernier s'explique par le fait que, ce trimestre, nous avons utilisé la facilité de crédit renouvelable pour des emprunts et des lettres de crédit, ce qui a réduit les frais de commissions.

Intérêts capitalisés

Les intérêts capitalisés sur la charge d'intérêts nette ont augmenté par rapport à il y a un an et par rapport au dernier trimestre en raison principalement :

- d'un niveau plus élevé d'endettement nécessité par la mise en place de HFTS pour le programme NH90 ;
- d'une élévation de la charge d'intérêts du fait que le coût des emprunts pour CAE a augmenté.

LE TAUX EFFECTIF D'IMPOSITION A AUGMENTÉ

Ce trimestre, l'impôt sur le bénéfice s'est monté à 12,5 millions \$, ce qui représente un taux effectif d'imposition de 29 %, contre 25 % au trimestre dernier et de 25 % aussi au deuxième trimestre de l'exercice 2006. Pour les six premiers mois de l'exercice, l'impôt sur le bénéfice a été de 23,7 millions \$, ce qui correspond à un taux effectif d'imposition de 27 %, contre 30 % pour le même semestre du dernier exercice.

Cette baisse du taux d'imposition s'explique par deux raisons :

- Une réduction de la provision pour moins-value sur nos pertes nettes d'exploitation en Grande-Bretagne nous a permis de comptabiliser un actif d'impôts de 1,8 million \$ (net d'un renversement de 0,2 million \$ ce trimestre).
- Le taux d'imposition statutaire fédéral a baissé ce trimestre.

Le taux d'imposition au deuxième trimestre de l'exercice 2006 a été plus bas du fait des proportions différentes des parts de bénéfice tombant sous les différentes juridictions fiscales.

Sans les éléments non récurrents, la charge d'impôt sur le bénéfice aurait été de :

- 12,9 millions \$ ce trimestre, soit un taux effectif d'imposition de 29 % ;
- 13,5 millions \$ au premier trimestre, soit un taux effectif d'imposition de 30 % ;
- 6,8 millions \$ au deuxième trimestre du dernier exercice, soit un taux effectif d'imposition de 25 % ;
- 18,8 millions \$ pour les six premiers mois du dernier exercice, soit un taux effectif d'imposition de 32 %.

Pour l'ensemble de l'exercice 2007, nous nous attendons à un taux effectif d'imposition de l'ordre de 31 % (compte non tenu des éléments non récurrents).

Vous trouverez d'autres précisions sous *Rapprochement des éléments non récurrents*.

RÉSULTATS PROVENANT DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Ce trimestre, nous avons enregistré les ajustements suivants au bénéfice tiré des activités abandonnées :

- Une perte nette de 0,2 million \$ correspondant à un rajustement de la valeur nette du fonds de roulement des Contrôles navals.
- Une perte nette de 0,2 million \$ sur la vente d'actifs à long terme qui étaient destinés à la vente.
- Un gain net de 0,1 million \$ correspondant à des rajustements complémentaires de la valeur nette du fonds de roulement des Technologies de nettoyage.

Le 3 février 2005, CAE a conclu avec L-3 Communications Corporation (L-3) la vente des principaux éléments de cette activité pour la somme de 238,6 millions \$ payables en espèces. Le prix de la vente demeurait toutefois assujéti à l'acceptation par L-3 de la valeur nette du fonds de roulement du secteur Contrôles navals. Les discussions à ce propos ont abouti à un accord au cours du second trimestre et L-3 a été payé pour la différence sur la valeur nette reconnue du fonds de roulement. De plus, CAE a reçu de cet acheteur notification d'une réclamation d'indemnités prévues dans le contrat de vente et d'achat (CVA). Le motif invoqué est que CAE serait en situation de défaut vis-à-vis de certaines promesses et garanties fournies dans le CVA. Il est impossible pour le moment de dire quelle sera l'issue de ces questions et encore moins de savoir à combien pourraient éventuellement se monter les dédommagements à verser. CAE compte mettre en œuvre tous les moyens à sa disposition pour se défendre. Le CVA fixe à 25 millions \$US le maximum qui puisse être réclamé pour tous motifs confondus.

4.2 BÉNÉFICE AVANT ÉLÉMENTS NON RÉCURRENTS

Le tableau qui suit montre l'effet que certains éléments non récurrents ont eu sur nos résultats de chacune des périodes considérées. Un élément est pour nous non récurrent lorsqu'il ne s'inscrit pas dans le cours normal de notre activité, soit parce qu'il ne se produit que peu fréquemment, soit parce qu'il est inhabituel ou n'est pas dans la tendance normale de l'activité.

Nous estimons qu'il s'agit là d'une information complémentaire utile car elle permet de voir quelle aurait été notre performance sans ces éléments non récurrents. Il est toutefois important de bien la distinguer du bénéfice net calculé selon les PCGR, seul indicateur de notre performance véritable.

RAPPROCHEMENT DES ÉLÉMENTS NON RÉCURRENTS

<i>(en millions, sauf les montants par action)</i>	T2-2007			T1-2007			T2-2006		
	Avant impôts	Après impôts	Par action	Avant impôts	Après impôts	Par action	Avant impôts	Après impôts	Par action
Bénéfice tiré des activités poursuivies	43,7 \$	31,2 \$	0,12 \$	44,5 \$	33,3 \$	0,13 \$	23,7 \$	17,8 \$	0,07 \$
Plan de restructuration									
- Charge de restructuration	0,2	0,1	-	0,2	0,1	-	1,6	1,2	0,01
- Autres frais liés au plan de restructuration	1,5	1,0	0,01	4,5	3,0	0,01	0,4	0,3	-
Paiement anticipé d'effets à recevoir	(1,4)	(1,4)	(0,01)	-	-	-	-	-	-
Paiement pour renonciation à réclamations	-	-	-	(4,4)	(3,1)	(0,01)	-	-	-
Radiation de frais de financement non amortis reportés	-	-	-	-	-	-	1,1	0,7	-
Économies d'impôts	-	0,2	-	-	(2,0)	(0,01)	-	-	-
Bénéfice tiré des activités poursuivies avant éléments non récurrents (mesure hors PCGR)	44,0 \$	31,1 \$	0,12 \$	44,8 \$	31,3 \$	0,12 \$	26,8 \$	20,0 \$	0,08 \$

PLAN DE RESTRUCTURATION

Nous avons effectué ce trimestre des dépenses de 1,7 million \$ essentiellement consacrées à :

- poursuivre le redéploiement des actifs du secteur FS/C ;
- poursuivre la réalisation de notre projet ERP.

Dans les mois qui viennent, d'autres simulateurs vont être déménagés dans les centres de formation d'Espagne, du Brésil et du Nord-Est des États-Unis.

Nous avons bien avancé dans l'agrandissement et la conversion de notre centre de formation de Burgess Hill (G.-B.). Militaire jusqu'ici, il va devenir un centre de formation essentiellement civil. Il hébergera huit FFS. Nous comptons que les travaux prendront fin dans le courant de l'automne 2006.

Nous avons avancé dans notre projet de fusionnement avec notre partenaire espagnol Iberia Lineas Aereas de España S.A. (Iberia). Le centre de formation d'Alcala fermera ses portes dès que sera terminé l'agrandissement de celui de Barajas et que tous les FFS auront été redéployés. Nous prévoyons que la nouvelle partie du centre de formation de Barajas sera pleinement opérationnelle d'ici la fin de l'exercice 2007.

Notre stratégie de redéploiement sera totalement accomplie lorsque le centre du Nord-Est des États-Unis ouvrira ses portes.

Sur le reste de l'exercice 2007, d'autres dépenses vont être consacrées à la réorganisation de nos processus et à la mise en place du système ERP.

PAIEMENT ANTICIPÉ D'EFFETS À RECEVOIR

Nous avons encaissé le paiement intégral anticipé d'effets à long terme subordonnés garantis qui étaient jusque-là comptabilisés sous « autres actifs ». Ces effets faisaient partie du paiement des entreprises Ultrasonics et Ransohoff que nous avons vendues en 2002. Cet encaissement a donné lieu à la comptabilisation de 1,4 million \$ d'intérêts créditeurs ce trimestre, du fait de la réalisation des escomptes sur les effets à recevoir.

ACCORD DE LICENCE ET RÈGLEMENT POUR RENONCIATION AUX RÉCLAMATIONS — CONSORTIUM LANDMARK

En tant que membre du Consortium Landmark (formé pour concourir sur le projet AVTS), nous avons, au trimestre dernier, accordé au ministère de la Défense britannique (l'*Autorité*) une licence d'utilisation de notre propriété intellectuelle reliée au projet AVTS. Le contrat prévoit également de la part de tous les membres du consortium le renoncement aux réclamations qu'ils pourraient vouloir adresser à l'Autorité en raison de son changement de formule d'approvisionnement pour le programme AVTS. La part de CAE dans ce contrat était évaluée à 4,2 millions £ (8,8 millions \$).

Le règlement nous est parvenu au trimestre dernier. Nous avons passé 2,1 millions £ (4,4 millions \$) de la somme reçue en élément non récurrent parce que cette partie correspond à la renonciation aux réclamations. Les 2,1 millions £ (4,4 millions \$) restants, qui correspondent à la licence d'utilisation de notre propriété intellectuelle, ont été comptabilisés dans les secteurs militaires correspondants.

RADIATION DE FRAIS DE FINANCEMENT REPORTÉS

À l'obtention de notre nouvelle facilité de crédit, le 7 juillet 2005, nous avons radié pour 1,1 million \$ de frais financiers non amortis reportés liés à la facilité de crédit précédente.

ÉCONOMIES D'IMPÔTS

Nous avons considéré les recouvrements d'impôts suivants comme non récurrents car ils ne s'inscrivaient pas dans le déroulement normal de nos activités :

- la réduction de la provision pour moins-value sur nos pertes nettes d'exploitation en G.-B., qui nous a permis de comptabiliser un actif d'impôts de 1,8 million \$ (net d'un renversement de 0,2 million \$ ce trimestre) ;
- la réduction de la provision pour moins-value sur nos pertes nettes d'exploitation aux États-Unis, et avec elle d'autres recouvrements, qui nous ont permis de comptabiliser 9,0 millions \$ d'actifs fiscaux au quatrième trimestre du dernier exercice.

4.3 PRISES DE COMMANDES ET CARNET DE COMMANDES CONSOLIDÉS

La valeur du carnet de commandes est une mesure financière hors PCGR qui nous dit à combien se montent les commandes que nous avons reçues mais que nous n'avons pas encore exécutées.

- Pour les secteurs PS/C, PS/M et FS/M, nous considérons qu'une commande est en carnet dès l'instant où nous avons signé avec le client un document commercial à valeur juridique définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties (obligations reprises dans le contrat ou la commande).
- Les contrats militaires sont ordinairement à long terme mais doivent être reconduits tous les ans. Pour les secteurs PS/M et FS/M, nous n'inscrivons un contrat dans le carnet de commandes que lorsque le client en a obtenu le financement.
- Dans le cas du secteur FS/C, nous prenons en compte les revenus attendus des contrats de formation à court et à long termes dès lors que nous avons de la part des clients leur engagement à nous payer les prestations correspondantes, ou lorsque nous pouvons compter sur ce paiement de la part de nos clients acquis.

ÉVOLUTION DU CARNET DE COMMANDES

<i>(en millions)</i>	Trois mois terminés le 30 septembre 2006	Six mois terminés le 30 septembre 2006
Carnet de commandes en début de période	2 433,2 \$	2 460,0 \$
+ commandes reçues ce trimestre	421,1	717,8
- produits pour le trimestre	(280,4)	(582,2)
+/- rajustements (princ. écarts de change)	10,1	(11,6)
Carnet de commandes en fin de période	2 584,0 \$	2 584,0 \$

Pour le trimestre, le ratio du montant des commandes sur le montant des ventes était de 1,5. Pour les douze derniers mois, il était de 1,2. Vous trouverez d'autres précisions sous *Résultats par secteur*.

4.4 PARTAGE DE COÛTS AVEC LE GOUVERNEMENT

Au deuxième trimestre de l'exercice 2007, CAE a conclu avec le gouvernement du Québec une entente pour la participation de celui-ci dans le projet de recherche et développement Phœnix. L'appui du gouvernement du Québec prendra la forme d'une contribution de 31,5 millions \$ dont le versement s'échelonnera sur six ans et le remboursement se fera par redevances. Investissement Québec gèrera cette contribution. Le remboursement commencera à l'exercice 2012 et cessera à l'exercice 2030, ou dès l'instant où les redevances versées auront atteint le montant de l'aide financière publique reçue. L'aide financière publique prise en compte au cours de ce deuxième trimestre de l'exercice 2007 est celle que CAE a perçue au titre de cette entente avec le gouvernement du Québec et correspond aux dépenses qui ont été engagées depuis juin 2005.

5 | RÉSULTATS PAR SECTEUR

Nous gérons nos activités et présentons nos résultats en quatre secteurs :

Secteurs civils :

- Produits de simulation — Civil (PS/C)
- Formation et services associés — Civil (FS/C)

Secteurs militaires :

- Produits de simulation — Militaire (PS/M)
- Formation et services associés — Militaire (FS/M)

Les secteurs PS/C et PS/M fonctionnent suivant un système d'organisation intégré selon lequel, pour l'essentiel, les fonctions d'ingénierie, de développement, d'approvisionnement mondial, de gestion des programmes et de fabrication leur sont communs.

Les opérations entre secteurs sont comptabilisées au coût et consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur PS/C vers le secteur FS/C.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer pour chaque secteur individuellement l'emploi qu'il fait des éléments d'actif qu'il utilise en commun avec les autres, nous lui attribuons la part des charges et des éléments de passif (essentiellement des frais généraux) qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes que chacun des secteurs réalise.

INDICATEURS DE PERFORMANCE CLÉ

RÉSULTAT D'EXPLOITATION SECTORIEL

<i>(en millions)</i>	T2-2007	T1-2007	T4-2006	T3-2006	T2-2006
Secteurs civils					
Produits de simulation — Civil	\$ 18,6	11,0	9,3	10,4	3,4
	% 22,1	14,8	11,9	16,5	6,1
Formation et services associés — Civil	\$ 11,3	18,4	15,1	14,3	11,6
	% 14,4	22,0	18,6	18,3	14,6
Secteurs militaires					
Produits de simulation — Militaire	\$ 7,4	11,2	6,9	6,3	9,7
	% 11,5	11,7	8,9	7,6	10,3
Formation et services associés — Militaire	\$ 9,3	11,6	3,3	8,4	5,4
	% 17,4	24,1	6,9	15,9	10,7
Résultat d'exploitation sectoriel total	\$ 46,6	52,2	34,6	39,4	30,1
Autres revenus (charges)	\$ (1,7)	(4,7)	(25,1)	(6,7)	(2,0)
BAII	\$ 44,9	47,5	9,5	32,7	28,1

Le résultat d'exploitation sectoriel nous sert à mesurer la rentabilité de nos quatre secteurs d'exploitation et éclaire nos décisions de répartition des ressources entre eux. Nous calculons le résultat d'exploitation sectoriel à partir du bénéfice net du secteur avant autres revenus, intérêts, impôts sur le bénéfice et activités abandonnées. Il nous permet de juger de la rentabilité d'un secteur en dehors de l'effet sur celui-ci d'éléments qui n'ont pas directement à voir avec sa performance.

CAPITAL UTILISÉ

<i>(en millions)</i>	T2-2007	T1-2007	T4-2006	T3-2006	T2-2006
Secteurs civils					
Produits de simulation — Civil	\$ (13,6)	(19,0)	(37,7)	(16,8)	(6,4)
Formation et services associés — Civil	\$ 639,6	618,7	614,9	610,3	559,8
Secteurs militaires					
Produits de simulation — Militaire	\$ 57,7	48,0	49,3	61,7	98,0
Formation et services associés — Militaire	\$ 129,2	119,2	111,5	93,0	105,8
	\$ 812,9	766,9	738,0	748,2	757,2

La mesure du capital utilisé nous permet de voir combien nous investissons dans nos activités. Nous le calculons en prenant le montant total de l'actif de chaque secteur (sans les espèces et quasi-espèces, et sans les actifs fiscaux et autres actifs hors exploitation), et en soustrayons le montant total du passif (hormis les passifs fiscaux, la dette à long terme — tranche échéant à moins d'un an comprise — et les autres charges hors exploitation).

5.1 SECTEURS CIVILS

PRODUITS DE SIMULATION — CIVIL

Ce trimestre, PS/C a obtenu les contrats suivants :

- Deux A380 pour Federal Express (FedEx)
- Un B737NG pour Continental Airlines
- Un A320 pour Lufthansa Flight Training (LFT)
- Un B747 pour United Parcel Service (UPS)
- Un A320 pour le Clark Institute
- Cinq B737NG pour Ryanair livrables de l'exercice 2009 à l'exercice 2013.

Cela fait en tout 11 commandes de FFS reçues ce trimestre. Le 7 novembre 2006, après la fin du trimestre, FedEx a annulé ses commandes d'avions A380 auprès d'Airbus.

RÉSULTATS FINANCIERS

<i>(en millions, sauf marge d'exploitation)</i>	T2-2007	T1-2007	T4-2006	T3-2006	T2-2006
Produits	\$ 84,2	74,2	78,0	63,0	55,8
Résultat d'exploitation sectoriel	\$ 18,6	11,0	9,3	10,4	3,4
<i>Marge d'exploitation</i>	% 22,1	14,8	11,9	16,5	6,1
Amortissements	\$ 2,1	2,1	2,2	1,7	5,3
Dépenses en immobilisations	\$ 3,5	8,2	2,5	2,0	1,0
Capital utilisé	\$ (13,6)	(19,0)	(37,7)	(16,8)	(6,4)
Carnet de commandes	\$ 313,2	297,5	284,4	312,3	280,3

LES PRODUITS SONT EN HAUSSE DE 13 % SUR CEUX DU TRIMESTRE DERNIER ET DE 51 % SUR CEUX DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2006

La progression par rapport au trimestre dernier et au deuxième trimestre de l'exercice 2006 vient du niveau élevé des prises de commandes, à quoi s'ajoute l'effet du raccourcissement du cycle de production.

Pour le semestre écoulé, les produits se montent à 158,4 millions \$, ce qui représente 42,4 millions \$, soit 37 %, de plus que pour la même période de l'exercice 2006.

LE RÉSULTAT D'EXPLOITATION SECTORIEL A AUGMENTÉ DE 69 % PAR RAPPORT AU TRIMESTRE DERNIER, ET DE 447 % PAR RAPPORT AU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2006

Cette progression du résultat d'exploitation sectoriel par rapport au trimestre dernier et au deuxième trimestre de l'exercice 2006 s'explique par l'augmentation des revenus et des marges d'exploitation plus élevées.

PS/C a réalisé des marges d'exploitation au dessus de la moyenne au deuxième trimestre du fait :

- d'un apport d'Investissement Québec au Projet Phœnix, notre projet de recherche-développement, pour les dépenses effectuées depuis juin 2005 ;
- de livraisons inhabituellement élevées et d'une composition favorable du portefeuille de programmes.

Le premier semestre enregistre une proportion inhabituelle d'économies réalisées au deuxième trimestre. Le résultat d'exploitation sectoriel du premier semestre de l'exercice est de 29,6 millions \$, avec une marge moyenne de 18,7 %, ce qui représente 19,1 millions \$ de plus que pour la même période de l'exercice 2006.

LE CAPITAL UTILISÉ A AUGMENTÉ PAR RAPPORT AU TRIMESTRE DERNIER

Cette croissance tient principalement à une augmentation de la valeur des comptes de fonds de roulement.

AUGMENTATION DE 5 % DU CARNET DE COMMANDES PAR RAPPORT AU TRIMESTRE DERNIER

ÉVOLUTION DU CARNET DE COMMANDES

<i>(en millions)</i>	Trois mois terminés le 30 septembre 2006	Six mois terminés le 30 septembre 2006
Carnet de commandes en début de période	297,5 \$	284,4 \$
+ commandes reçues ce trimestre	99,6	186,6
- produits pour le trimestre	(84,2)	(158,4)
+/- rajustements (princ. écarts de change)	0,3	0,6
Carnet de commandes en fin de période	313,2 \$	313,2 \$

Pour le trimestre, le ratio du montant des commandes sur le montant des ventes est de 1,2. Pour les douze derniers mois, il était de 1,1.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS — CIVIL

FS/C a obtenu pour plus de 100 millions \$ de contrats ce trimestre :

- Lancement de l'Académie mondiale CAE, une nouvelle alliance de formation destinée à remédier à la pénurie de pilotes dans le monde. L'Académie mondiale CAE est un réseau d'organismes de formation aéronautique offrant la formation nécessaire pour acquérir une licence de pilote professionnel et poursuivre ensuite, jusqu'à l'obtention d'une qualification sur un type particulier d'avion qui leur ouvrira l'accès à la carrière de pilote de ligne.
- Approbation par Dassault du cours CAE pour la formation à la maintenance du Falcon 2000EX EASy, et certification du cours. CAE mettra à disposition des instructeurs répondant aux conditions des normes du Falcon Training Policy Manual (FTPM) de Dassault. CAE est le seul fournisseur certifié pour donner la formation à la maintenance sur les avions Falcon 50, 50EX, 2000, 2000EX, et 2000EX EASy de Dassault, et sera bientôt le seul fournisseur de formation certifié pour la formation au pilotage et à la maintenance pour le nouvel avion Falcon 7X.
- Signature d'une prolongation de quatre ans du contrat de formation exécuté pour Flight Options. Valeur de la prolongation : environ 30 millions \$US (33 millions \$). CAE demeure ainsi le fournisseur exclusif de formation des pilotes de Flight Options jusqu'en 2010.
- Signature avec de nouveaux clients d'une série de contrats d'une valeur de plus de 10 millions \$ portant sur la formation de pilotes au centre de formation aéronautique de Dubaï.

RÉSULTATS FINANCIERS

<i>(en millions, sauf marge d'exploitation)</i>	T2-2007	T1-2007	T4-2006	T3-2006	T2-2006
Produits	\$ 78,4	83,7	81,1	78,0	79,4
Résultat d'exploitation sectoriel	\$ 11,3	18,4	15,1	14,3	11,6
Marge d'exploitation	% 14,4	22,0	18,6	18,3	14,6
Amortissements	\$ 10,7	10,6	10,7	11,8	10,3
Dépenses en immobilisations	\$ 30,1	17,8	21,3	41,0	14,3
Capital utilisé	\$ 639,6	618,7	614,9	610,3	559,8
Carnet de commandes	\$ 842,9	817,6	809,0	805,2	830,4
NESA ²	99	98	95	100	99
FFS déployés	110	110	109	108	108

LES PRODUITS DU TRIMESTRE SE MONTENT À 78,4 MILLIONS \$ ET SONT STABLES PAR RAPPORT À IL Y A UN AN

Les produits du secteur FS/C ce trimestre sont de 78,4 millions \$, en comparaison de 83,7 millions \$ au trimestre dernier et de 79,4 millions \$ au deuxième trimestre de 2006. Le recul de 6 % par rapport au premier trimestre est dû principalement à la saisonnalité et au fait que la récente restructuration a un peu perturbé les activités. Nos centres de formation ont connu ce trimestre une plus grande activité qu'il y a un an, du fait du redressement du secteur aéronautique et d'une demande de formation qui n'a jamais été globalement aussi forte. L'augmentation du volume d'affaires a cependant été compensée par l'appréciation au cours de la période du dollar canadien vis-à-vis de l'Euro et du dollar américain.

Pour les six mois écoulés, les produits sont de 162,1 millions \$, ce qui correspond au résultat enregistré sur la même période de l'exercice passé. Ce résultat a été obtenu malgré l'appréciation du dollar canadien qui a gagné 8 % sur le dollar américain et 6,5 % sur l'Euro, ce qui a réduit les produits d'environ 12 millions \$.

LE RÉSULTAT D'EXPLOITATION SECTORIEL A DIMINUÉ DE 3 % PAR RAPPORT À IL Y A UN AN

Le résultat d'exploitation sectoriel est de 11,3 millions \$ (14,4 % des produits), en comparaison de 18,4 millions \$ (22,0 % des produits) au premier trimestre et de 11,6 millions \$ (14,6 % des produits) il y a un an. Compte tenu de l'important effet de levier d'exploitation qu'exerce

NOTE

² Le nombre équivalent de simulateurs actifs (NESA) est une mesure hors PCGR qui nous indique combien de simulateurs de vol étaient en état de produire des recettes au cours de la période. Dans le cas d'un centre exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NESA que de la moitié des simulateurs de vol en service dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est mis hors service pour être démantelé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et remis en service commercial.

le segment formation, la baisse saisonnière de ses produits au deuxième trimestre a fait reculer le résultat d'exploitation sectoriel de 7,1 millions \$ par rapport au trimestre dernier. Si les variations de change ont peu d'effet sur le pourcentage de marge d'exploitation du secteur, la valeur de conversion de son résultat d'exploitation a cependant été érodée par l'appréciation du dollar canadien depuis l'an dernier.

Pour la première moitié de l'exercice 2007, le résultat d'exploitation sectoriel est de 29,7 millions \$, en comparaison de 28,5 millions \$ à la même période de l'exercice 2006, pour des produits de valeur voisine.

Les redéploiements de simulateurs touchent à leur fin. Dix machines restent à déménager au cours du deuxième semestre. Au total, la restructuration aura occasionné le déplacement de 28 FFS, soit près du tiers du parc. Il faut s'attendre à une certaine perturbation, le temps que les simulateurs déménagés retrouvent leur pleine capacité.

LES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS SONT DE 30,1 MILLIONS \$ CE TRIMESTRE

Les dépenses en immobilisations ont augmenté ce trimestre en raison essentiellement de la poursuite de l'investissement dans le programme de formation Dassault Falcon 7X, de l'agrandissement et de la conversion du centre de formation de Burgess Hill (G.-B.), ainsi que la construction des simulateurs que nous ajouterons dans notre réseau au cours des exercices 2007 et 2008.

AUGMENTATION DE 3 % DU CARNET DE COMMANDES PAR RAPPORT AU TRIMESTRE DERNIER

ÉVOLUTION DU CARNET DE COMMANDES

<i>(en millions)</i>	Trois mois terminés le 30 septembre 2006	Six mois terminés le 30 septembre 2006
Carnet de commandes en début de période	817,6 \$	809,0 \$
+ commandes reçues ce trimestre	103,1	214,0
- produits pour le trimestre	(78,4)	(162,1)
+/- rajustements (princ. écarts de change)	0,6	(18,0)
Carnet de commandes en fin de période	842,9 \$	842,9 \$

Pour le trimestre, le ratio du montant des commandes sur le montant des ventes est de 1,3. Pour les douze derniers mois, il était de 1,1.

5.2 SECTEURS MILITAIRES

PRODUITS DE SIMULATION — MILITAIRE

PS/M a obtenu pour 206,7 millions \$ de commandes ce trimestre :

- Deux entraîneurs au vol tactique et opérationnel (TOFT) destinés à la US Navy : un pour hélicoptère MH-60R et un pour hélicoptère SH-60B.
- Un simulateur d'hélicoptère AW139 pour AgustaWestland.
- Un entraîneur au vol opérationnel (OFT) d'hélicoptère E-6B destiné à la US Navy.
- Une série de mises à niveau sur le système d'entraînement Merlin EH101 de la Royal Navy britannique.
- La conception et le développement de mises à niveau et de nouveaux dispositifs de formation dans le cadre du programme C-130 Avionics Modernization Program (AMP) de la US Air Force.
- Trente-six simulateurs de tir au canon sur tourelle pour les véhicules de combat d'infanterie de l'Armée de terre britannique.

RÉSULTATS FINANCIERS

<i>(en millions, sauf la marge d'exploitation)</i>	T2-2007	T1-2007	T4-2006	T3-2006	T2-2006
Produits	\$ 64,3	95,8	77,5	82,8	94,4
Résultat d'exploitation sectoriel	\$ 7,4	11,2	6,9	6,3	9,7
Marge d'exploitation	% 11,5	11,7	8,9	7,6	10,3
Amortissements	\$ 2,3	2,2	5,9	3,1	3,0
Dépenses en immobilisations	\$ 0,9	1,3	3,0	1,1	1,6
Capital utilisé	\$ 57,7	48,0	49,3	61,7	98,0
Carnet de commandes	\$ 626,3	475,2	540,5	453,0	493,1

LES PRODUITS ONT DIMINUÉ DE 33 % PAR RAPPORT AU TRIMESTRE DERNIER ET DE 32 % PAR RAPPORT À IL Y A UN AN

Le recul par rapport au premier trimestre s'explique essentiellement par :

- le niveau moins élevé d'activité sur le programme NH90 pour l'Allemagne, dans lequel nous avons atteint une importante étape au premier trimestre ;
- des produits moins élevés de la part de certains programmes américains, en raison d'une évolution dans la composition du portefeuille de programmes.

Par rapport au deuxième trimestre 2006, le recul s'explique essentiellement par :

- le niveau moins élevé d'activité sur le programme NH90 pour l'Allemagne, dans lequel nous avons atteint une importante étape au deuxième trimestre 2006 ;
- un niveau d'activité exceptionnel enregistré au deuxième trimestre 2006 sur certains programmes nord-américains, où il s'agissait de rattraper des retards ;
- l'appréciation du dollar canadien vis-à-vis de l'euro et du dollar américain.

Pour les six mois écoulés, les produits sont de 160,1 millions \$, en recul de 7,0 millions \$, soit 4 %, sur ceux de la même période de l'exercice 2006.

LE RÉSULTAT D'EXPLOITATION SECTORIEL A DIMINUÉ DE 34 % PAR RAPPORT AU TRIMESTRE DERNIER ET DE 24 % PAR RAPPORT À IL Y A UN AN

Les marges d'exploitation demeurent fortes et se maintiennent à 11,5 % des produits. Le recul par rapport au trimestre dernier vient avant tout de la baisse des produits précédemment évoquée.

Par rapport au deuxième trimestre 2006, le recul vient de la baisse des produits précédemment évoquée.

Il a été partiellement compensé par l'apport d'Investissement Québec au Projet Phœnix pour les dépenses réalisées depuis juin 2005.

Le résultat d'exploitation sectoriel pour le premier semestre est de 18,6 millions \$, en hausse de 4,1 millions \$, soit 28 %, sur celui de la même période de l'exercice 2006.

LE CAPITAL UTILISÉ A AUGMENTÉ PAR RAPPORT AU TRIMESTRE DERNIER

L'augmentation enregistrée ce trimestre tient avant tout à une diminution de valeur des comptes créditeurs et des charges à payer.

AUGMENTATION DE 32 % DU CARNET DE COMMANDES PAR RAPPORT AU TRIMESTRE DERNIER

ÉVOLUTION DU CARNET DE COMMANDES

<i>(en millions)</i>	Trois mois terminés le 30 septembre 2006	Six mois terminés le 30 septembre 2006
Carnet de commandes en début de période	475,2 \$	540,5 \$
+ commandes reçues ce trimestre	206,7	243,1
- produits pour le trimestre	(64,3)	(160,1)
+/- rajustements (princ. écarts de change)	8,7	2,8
Carnet de commandes en fin de période	626,3 \$	626,3 \$

Pour le trimestre, le ratio du montant des commandes sur le montant des ventes est de 3,2, ce qui montre le caractère irrégulier des prises de commandes dans ce secteur. Pour les douze derniers mois, il était de 1,4.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS — MILITAIRE

FS/M a obtenu ce trimestre les contrats suivants :

- Services de maintenance et de soutien pour le système d'entraînement Merlin EH101 de la Royal Navy.
- Services de soutien logistique pour les simulateurs de tir au canon sur tourelle pour les véhicules de combat d'infanterie de l'Armée de terre britannique.

RÉSULTATS FINANCIERS

<i>(en millions, sauf la marge d'exploitation)</i>	T2-2007	T1-2007	T4-2006	T3-2006	T2-2006
Produits	\$ 53,5	48,1	47,7	52,8	50,7
Résultat d'exploitation sectoriel	\$ 9,3	11,6	3,3	8,4	5,4
Marge d'exploitation	% 17,4	24,1	6,9	15,9	10,7
Amortissements	\$ 1,8	1,5	1,6	1,6	1,9
Dépenses en immobilisations	\$ 6,4	13,4	15,5	1,5	7,4
Capital utilisé	\$ 129,2	119,2	111,5	93,0	105,8
Carnet de commandes	\$ 801,6	842,9	826,1	797,8	829,4

LES PRODUITS ONT AUGMENTÉ DE 11 % PAR RAPPORT AU TRIMESTRE DERNIER ET DE 6 % PAR RAPPORT À IL Y A UN AN

Cette augmentation vient essentiellement de ce que l'activité a été plus forte sur le contrat de soutien des CF-18 canadiens et au centre de formation des équipages de C130, à Tampa, en Floride.

L'augmentation par rapport à il y a un an a été en partie absorbée par l'appréciation du dollar canadien vis-à-vis de l'euro et du dollar américain.

Pour les six mois écoulés, les produits sont de 101,6 millions \$, en hausse de 1,6 million \$, soit 2 %, sur ceux de la même période de l'exercice 2006.

LE RÉSULTAT D'EXPLOITATION SECTORIEL A DIMINUÉ DE 20 % PAR RAPPORT AU TRIMESTRE DERNIER MAIS A AUGMENTÉ DE 72 % PAR RAPPORT À IL Y A UN AN

Le recul par rapport au premier trimestre s'explique par le fait que nous avons reçu au premier trimestre un paiement non récurrent de 4,4 millions \$ de la part du gouvernement britannique pour notre renonciation aux réclamations sur le projet AVTS, ce qui avait gonflé le résultat de ce trimestre. Sans ce paiement, le résultat d'exploitation sectoriel du deuxième trimestre dépasserait de 2,1 millions \$, soit 29 %, celui du trimestre dernier.

Cette progression par rapport au premier trimestre et par rapport à il y a un an reflète avant tout celle des produits. Les fortes marges d'exploitation réalisées par FS/M ce trimestre tiennent compte aussi des ajustements annuels de salaire de la main-d'œuvre qui ont touché les contrats militaires américains. Elles tiennent compte aussi de l'aide financière publique reçue de PTC pour des travaux de recherche-développement dans le domaine des services.

Le résultat d'exploitation sectoriel pour le premier semestre de l'exercice est de 20,9 millions \$, en hausse de 13,5 millions \$, soit 182 %, sur celui de la même période de l'exercice 2006.

LE CAPITAL UTILISÉ A AUGMENTÉ PAR RAPPORT AU TRIMESTRE DERNIER

L'augmentation enregistrée ce trimestre vient des immobilisations que nous avons consacrées à la construction en Allemagne des centres où se fera la formation des équipages de NH90, et à celle du centre de formation Rotorsim en Italie.

DIMINUTION DE 5 % DU CARNET DE COMMANDES PAR RAPPORT AU TRIMESTRE DERNIER

ÉVOLUTION DU CARNET DE COMMANDES

<i>(en millions)</i>	Trois mois terminés le 30 septembre 2006	Six mois terminés le 30 septembre 2006
Carnet de commandes en début de période	842,9 \$	826,1 \$
+ commandes reçues ce trimestre	11,7	74,1
- produits pour le trimestre	(53,5)	(101,6)
+/- rajustements (princ. écarts de change)	0,5	3,0
Carnet de commandes en fin de période	801,6 \$	801,6 \$

Pour le trimestre, le ratio du montant des commandes sur le montant des ventes est de 0,2. Les prises de commandes de FS/M sont habituellement plus fortes au deuxième semestre, car c'est le moment où la plupart des contrats de service sont renouvelés. Pour les douze derniers mois, il était de 1,0.

Pour le secteur militaire dans son ensemble, le ratio est de 1,9 pour le trimestre, et de 1,2 sur une période de douze mois.

6 | MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET DES LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

<i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les 30 septembre		Six mois terminés les 30 septembre	
	2006	2005	2006	2005
Trésorerie dégagée des activités d'exploitation poursuivies*	59,6 \$	45,6 \$	118,7 \$	76,4 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(16,0)	8,2	(43,1)	(0,8)
Trésorerie nette dégagée des activités poursuivies	43,6 \$	53,8 \$	75,6 \$	75,6 \$
Dépenses en immobilisations	(40,9)	(24,3)	(81,6)	(42,2)
Autres coûts capitalisés	3,6	(8,8)	(1,1)	(12,4)
Dividendes en espèces	(2,5)	(2,4)	(4,9)	(4,8)
Financement sans garantie	6,9	14,9	17,2	14,9
Flux de trésorerie disponibles	10,7 \$	33,2 \$	5,2 \$	31,1 \$
Autres mouvements de trésorerie, montant net	1,3	2,4	3,3	6,6
Produit des cessions d'activités abandonnées	(6,6)	-	(6,6)	-
Financement sans garantie	(6,9)	(14,9)	(17,2)	(14,9)
Effet des variations de change sur espèces et quasi-espèces	(0,1)	(4,7)	(1,9)	(6,5)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie avant produits et remboursement de la dette à long terme	(1,6)\$	16,0 \$	(17,2)\$	16,3 \$

* avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

LE FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLE³ A AUGMENTÉ DE 16,2 MILLIONS \$ PAR RAPPORT AU TRIMESTRE DERNIER ET DIMINUÉ DE 22,5 MILLIONS \$ PAR RAPPORT À IL Y A UN AN

La hausse par rapport au premier trimestre s'explique principalement par :

- celle de la trésorerie nette dégagée des activités poursuivies, qui a augmenté de 11,6 millions \$ depuis le trimestre dernier du fait d'un investissement moindre dans le fonds de roulement ;
- la perception de 7,9 millions \$ en remboursement anticipé d'effets à recevoir, qui s'est répercutée sur le poste « Autres coûts capitalisés ».

La baisse par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2006 est due principalement à :

- celle de la trésorerie nette dégagée des activités poursuivies, qui a diminué de 10,2 millions \$ du fait d'un plus fort investissement de 24,2 millions \$ dans le fonds de roulement, en partie compensé par une augmentation de 14,0 millions \$ du bénéfice tiré des activités poursuivies ;
- une augmentation des dépenses en immobilisations et une réduction du financement sans garantie sur les immobilisations corporelles qui, ensemble, ont fait baisser le flux de trésorerie disponible de 24,6 millions \$;
- l'effet favorable de la perception de 7,9 millions \$ en remboursement anticipé d'effets à recevoir, qui s'est répercutée sur le poste « Autres coûts capitalisés ».

Pour les six mois écoulés, la trésorerie nette dégagée des activités poursuivies se monte à 75,6 millions \$, chiffre analogue à celui de la même période de l'exercice 2006. Le flux de trésorerie disponible est moins élevé de 25,9 millions \$, comme on l'a vu précédemment.

LES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS ET AUTRES COÛTS CAPITALISÉS ONT AUGMENTÉ DE 4,2 MILLIONS \$ PAR RAPPORT À IL Y A UN AN

Les dépenses en immobilisations pour la croissance ont été ce trimestre de 35,0 millions \$. Elles ont concerné :

- la poursuite de l'investissement dans le programme Dassault Falcon 7X ;
- l'augmentation des immobilisations pour le programme allemand des hélicoptères NH90 ;
- d'autres immobilisations faites dans l'objet de la croissance.

Les immobilisations consacrées au maintien de notre capacité ont été de 5,9 millions \$ ce trimestre.

Ce trimestre, nous avons perçu pour 6,9 millions \$ de financement sans garantie au titre du programme NH90 et d'une coentreprise de FS/C. Les 14,9 millions \$ perçus il y a un an se rapportaient uniquement au programme NH90.

Pour les six mois écoulés, les immobilisations consacrées à la croissance se montent à 64,8 millions \$ et celles consacrées au maintien de la capacité, à 16,8 millions \$.

DIMINUTION NETTE DE 6,6 MILLIONS \$ DU PRODUIT DES CESSIIONS D'ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Cette diminution correspond à la différence entre les 10,2 millions \$ payés en espèces à L-3 pour ajustement de la valeur nette du fonds de roulement du secteur Contrôles navals, et les 3,6 millions \$ en espèces reçus en paiement d'actifs destinés à la vente qui ont été vendus.

7 | SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

<i>(en millions)</i>	Au 30 septembre 2006	Au 30 juin 2006	Au 31 mars 2006
<i>Utilisation du capital</i>			
Fonds de roulement hors trésorerie	(15,9)\$	(50,8)\$	(74,5)\$
Immobilisations corporelles, montant net	880,5	854,9	839,3
Autres actifs à long terme	306,5	323,4	329,7
Actifs nets destinés à la vente (à court et long terme)	1,9	5,8	5,9
Autres passifs à long terme	(245,6)	(238,8)	(234,9)
Total du capital utilisé	927,4 \$	894,5 \$	865,5 \$
<i>Provenance du capital</i>			
Dette nette	199,7 \$	198,3 \$	190,2 \$
Capitaux propres	727,7	696,2	675,3
Provenance du capital	927,4 \$	894,5 \$	865,5 \$

NOTE

³ Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique de combien d'argent nous disposons pour faire croître l'entreprise, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Elle correspond à la trésorerie nette dégagée des activités poursuivies, dont on soustrait les dépenses en immobilisations (y compris les coûts capitalisés) et les dividendes versés, et à quoi on ajoute le produit des cessions-bail et autres financements adossés à des actifs. Les dividendes viennent en déduction dans le calcul des flux de trésorerie disponibles pour la raison qu'ils constituent pour nous une obligation, au même titre que les intérêts à payer sur la dette, et que leur montant n'est pas utilisable pour autre chose.

LE CAPITAL UTILISÉ A AUGMENTÉ DE 4 % CE TRIMESTRE

Cette augmentation résulte principalement de celle du fonds de roulement hors trésorerie.

Le capital utilisé est une mesure hors PCGR par laquelle nous savons en permanence combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation qui en est faite

- Au niveau d'ensemble de l'entreprise, en prenant le montant total de l'actif (compte non tenu des espèces et quasi-espèces), et en soustrayant le montant du passif (déduction faite de la dette à long terme, tranche échéant à moins d'un an comprise).
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (compte non tenu des espèces et quasi-espèces, des actifs fiscaux et autres actifs hors exploitation), et en soustrayant le montant du passif (déduction faite des passifs fiscaux, de la dette à long terme, tranche échéant à moins d'un an comprise, et autres passifs hors exploitation).

Du point de vue des sources de provenance

- Nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres pour voir d'où provient notre capital.

LE FONDS DE ROULEMENT HORS TRÉSORERIE A AUGMENTÉ DE 69 % CE TRIMESTRE

L'augmentation vient principalement de celle des comptes débiteurs et d'une réduction des comptes créditeurs du fait du paiement de 10,2 millions \$ à L-3 à titre d'ajustement de la valeur nette du fonds de roulement prévu dans le contrat de vente et d'achat du secteur Contrôles navals. Ces éléments ont été légèrement atténués par l'augmentation des acomptes sur contrats.

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif à court terme et le passif à court terme, sans compter, les espèces et quasi-espèces, la tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an et la portion à court terme des actifs et passifs destinés à la vente.

LES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ONT AUGMENTÉ DE 5 % DEPUIS LE DÉBUT DE L'EXERCICE

Les nouvelles dépenses en immobilisations ont compté pour 81,6 millions \$ dans cette augmentation, que l'amortissement normal et l'incidence des variations de change ont légèrement atténuée.

LA DETTE NETTE A AUGMENTÉ DE 5 % DEPUIS LE DÉBUT DE L'EXERCICE

La cause principale en est la diminution nette de 17,2 millions \$ de la trésorerie ce semestre, avant remboursement de la dette à long terme. L'augmentation a été quelque peu atténuée par l'élévation du cours du dollar canadien face aux devises étrangères dans lesquelles est libellée une partie de notre dette.

La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte les actifs liquides tels que les espèces et quasi-espèces. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme (c'est-à-dire dont l'échéance est à plus d'un an), tranche échéant à moins d'un an comprise, et le montant des espèces et quasi-espèces.

ÉVOLUTION DE LA DETTE NETTE

<i>(en millions)</i>	Trois mois terminés le 30 septembre 2006	Six mois terminés le 30 septembre 2006
Dettes nettes, en début de période	198,3 \$	190,2 \$
+ effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau sous « Mouvements de trésorerie »)	1,6	17,2
- effet des variations de change sur la dette à long terme	(0,2)	(7,7)
+ augmentation de la dette nette sur la période	1,4	9,5
Dettes nettes en fin de période	199,7 \$	199,7 \$

8 | ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

Le 4 octobre 2006, CAE a fait apport de liquidités et d'actifs d'une juste valeur marchande estimative de 87,3 millions \$ au centre de formation aéronautique Emirates-CAE Flight Training Center (ECFT) au titre de sa participation dans la coentreprise. Emirates, le partenaire dans cette coentreprise, a fait de son côté un apport équivalent à ECFT. Emirates et CAE se partagent à parts égales la gestion de l'exploitation et des opérations de financement et d'investissement d'ECFT, de même que ses bénéfices, ses pertes et ses dividendes.

9 | SYSTÈMES, PROCÉDURES ET CONTRÔLES

Notre restructuration s'accompagne de la mise en place d'un système de gestion intégrée (ERP) qui améliorera la transparence, la reddition de comptes et la circulation de l'information. Le projet se déroulera en trois grandes phases, et la mise en œuvre du système au niveau mondial se fera au cours des trois à cinq prochaines années.

La première phase, qui comportait la mise en œuvre du système ERP dans la plupart des sites de FS/C, s'est achevée avec succès le 21 août 2006.

Nous élaborons actuellement le plan détaillé du déroulement de la deuxième phase à la lumière des enseignements tirés de la phase I.

BILANS CONSOLIDÉS

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Au 30 septembre 2006	Au 31 mars 2006
Actif		
<i>Actif à court terme</i>		
Espèces et quasi-espèces	110,8 \$	81,1 \$
Comptes débiteurs	318,1	260,3
Stocks	99,4	93,2
Charges payées d'avance	27,2	25,2
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	91,4	75,7
Actif d'impôts futurs	7,1	5,7
	654,0	541,2
Immobilisations corporelles, montant net	880,5	839,3
Impôts sur les bénéfices futurs	73,0	78,2
Actifs incorporels	24,8	23,3
Écart d'acquisition	89,1	92,0
Autres actifs	119,6	136,2
Actifs à long terme destinés à la vente (note 2)	1,9	5,9
	1 842,9 \$	1 716,1 \$
Passif et capitaux propres		
<i>Passif à court terme</i>		
Comptes créditeurs et charges à payer	365,4 \$	373,7 \$
Acomptes sur contrats	177,7	146,4
Partie à court terme de la dette à long terme	36,3	10,4
Impôts sur les bénéfices futurs	16,0	14,5
	595,4	545,0
Dette à long terme	274,2	260,9
Gains reportés et autres passifs à long terme	202,3	206,5
Impôts sur les bénéfices futurs	43,3	28,4
	1 115,2	1 040,8
Capitaux propres		
Capital-actions (note 4)	393,7	389,0
Surplus d'apport	5,5	5,8
Bénéfices non répartis	454,3	395,7
Écarts de conversion cumulés	(125,8)	(115,2)
	727,7	675,3
	1 842,9 \$	1 716,1 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

(Chiffres non vérifiés)

(montants en millions de dollars canadiens,
sauf les montants par action)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Six mois terminés les 30 septembre	
	2006	2005	2006	2005
Produits	280,4 \$	280,3 \$	582,2 \$	546,3 \$
Bénéfice avant intérêts et impôts (note 9)	44,9 \$	28,1 \$	92,4 \$	64,0 \$
Intérêts débiteurs, montant net (note 3)	1,2	4,4	4,2	9,2
Bénéfice avant impôts	43,7 \$	23,7 \$	88,2 \$	54,8 \$
Charge fiscale	12,5	5,9	23,7	16,2
Bénéfice tiré des activités poursuivies	31,2 \$	17,8 \$	64,5 \$	38,6 \$
Résultat des activités abandonnées (note 2)	(0,3)	(0,7)	(0,9)	(0,7)
Bénéfice net	30,9 \$	17,1 \$	63,6 \$	37,9 \$
Bénéfice de base et dilué par action des activités poursuivies	0,12 \$	0,07 \$	0,26 \$	0,15 \$
Bénéfice de base et dilué par action	0,12 \$	0,07 \$	0,25 \$	0,15 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (de base)	251,0	249,8	250,9	249,3

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

(Chiffres non vérifiés)

(montants en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Six mois terminés les 30 septembre	
	2006	2005	2006	2005
Bénéfices non répartis au début de la période	425,9 \$	359,1 \$	395,7 \$	340,8 \$
Bénéfice net	30,9	17,1	63,6	37,9
Dividendes	(2,5)	(2,5)	(5,0)	(5,0)
Bénéfices non répartis à la fin de la période	454,3 \$	373,7 \$	454,3 \$	373,7 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Trois mois terminés les		Six mois terminés les	
	2006	30 septembre 2005	2006	30 septembre 2005
Activités d'exploitation				
Bénéfice net	30,9 \$	17,1 \$	63,6 \$	37,9 \$
Résultat des activités abandonnées (note 2)	0,3	0,7	0,9	0,7
Bénéfice des activités poursuivies	31,2	17,8	64,5	38,6
Ajustements pour rapprocher le bénéfice et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :				
Amortissement	13,3	12,9	26,1	26,0
Amortissement des frais de financement reportés	0,2	1,3	0,4	1,7
Amortissement des actifs incorporels et autres	3,6	7,6	7,2	10,8
Impôts sur les bénéfices futurs	6,5	6,3	12,8	(4,7)
Crédits d'impôts à l'investissement	(1,6)	(2,9)	(4,1)	(2,7)
Rémunérations à base d'actions	0,8	0,6	1,6	1,1
Autres	5,6	2,0	10,2	5,6
Augmentation du fonds de roulement hors trésorerie (note 7)	(16,0)	8,2	(43,1)	(0,8)
Liquidités nettes liées aux activités d'exploitation poursuivies	43,6	53,8	75,6	75,6
Liquidités nettes liées aux activités d'exploitation abandonnées	–	(0,1)	–	2,1
Liquidités nettes liées aux activités d'exploitation	43,6	53,7	75,6	77,7
Activités d'investissement				
Acquisition d'entreprises (déduction faite des espèces et des quasi-espèces acquises)	–	–	–	2,6
Produit de la cession des activités abandonnées (note 7)	(6,6)	–	(6,6)	–
Dépenses en immobilisations	(40,9)	(24,3)	(81,6)	(42,2)
Frais de développement reportés	(0,2)	–	(0,2)	–
Frais de démarrage reportés	–	0,1	(0,1)	(0,3)
Autres actifs	3,8	(8,9)	(0,8)	(12,1)
Liquidités nettes liées aux activités d'investissement poursuivies	(43,9)	(33,1)	(89,3)	(52,0)
Liquidités nettes liées aux activités d'investissement abandonnées	–	(6,1)	–	(7,2)
Liquidités nettes liées aux activités d'investissement	(43,9)	(39,2)	(89,3)	(59,2)
Activités de financement				
Emprunt net au titre des facilités de crédit non garanties renouvelables	30,0	(8,7)	30,0	3,9
Produit tiré de la dette à long terme	14,1	21,0	24,5	21,2
Remboursement de la dette à long terme	(4,0)	(4,3)	(7,6)	(28,7)
Dividendes payés	(2,5)	(2,4)	(4,9)	(4,8)
Émissions d'actions ordinaires	1,6	2,9	2,7	5,0
Autres	(0,3)	(0,5)	0,6	(1,0)
Liquidités nettes liées aux activités de financement poursuivies	38,9	8,0	45,3	(4,4)
Liquidités nettes liées aux activités de financement abandonnées	–	0,4	–	1,2
Liquidités nettes liées aux activités de financement	38,9	8,4	45,3	(3,2)
Incidence des fluctuations de taux de change sur les espèces et quasi-espèces	(0,1)	(5,2)	(1,9)	(7,0)
Augmentation nette des espèces et quasi-espèces	38,5	17,7	29,7	8,3
Espèces et quasi-espèces au début de la période	72,3	52,1	81,1	61,5
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	110,8 \$	69,8 \$	110,8 \$	69,8 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (NON VÉRIFIÉS)

NOTE 1 | NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

NATURE DES ACTIVITÉS

CAE inc. (la Société) conçoit et fabrique de l'équipement de simulation, fournit des services connexes et met au point des solutions de formation intégrées à l'aviation militaire, à l'aviation commerciale, aux exploitants d'avions d'affaires et aux aviateurs. Les simulateurs de vol de CAE reproduisent le fonctionnement de l'avion dans des conditions normales et anormales, ainsi que tout un ensemble de conditions environnementales grâce à des systèmes visuels couplés à une vaste base de données qui permet de reproduire un grand nombre d'aéroports et d'aires d'atterrissage ainsi que les diverses conditions de vol, les mouvements et les sons, de façon que le pilote en formation soit plongé dans un milieu de formation totalement immersif. La Société offre une gamme complète de dispositifs de formation au vol utilisant les mêmes logiciels que ses simulateurs. CAE exploite également un réseau de centres de formation à l'échelle mondiale.

La Société gère ses activités en quatre secteurs :

- (i) Produits de simulation — Civil : conçoit, réalise et fournit des simulateurs de vol, des dispositifs d'entraînement et des systèmes visuels pour le secteur aéronautique civil ;
- (ii) Produits de simulation — Militaire : conçoit, réalise et fournit des moyens de formation militaires avancés pour les forces aériennes, terrestres et navales ;
- (iii) Formation et services associés — Civil : fournit des services de formation et des services apparentés pour l'aviation commerciale et d'affaires ;
- (iv) Formation et services associés — Militaire : fournit aux forces armées des solutions clés en main pour la formation et le service opérationnel, ainsi que des services de soutien et de prolongation de vie des matériels, des services de maintenance et des solutions de modélisation et de simulation.

PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRALEMENT RECONNUS ET PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les présents états financiers intermédiaires consolidés ont été dressés, à tous égards importants, conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) au Canada tels qu'ils sont établis par l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA).

Ces états financiers consolidés ont été dressés conformément aux conventions comptables applicables aux états financiers intermédiaires et, sauf mention, selon les mêmes principes que les états financiers consolidés annuels produits par CAE pour son exercice clos le 31 mars 2006. Ces états financiers intermédiaires ne donnent cependant pas toutes les informations que doivent fournir les états financiers annuels. Une description détaillée des conventions comptables utilisées par CAE figure dans ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice terminé le 31 mars 2006, que l'on peut consulter sur le Web à l'adresse www.sedar.com, sur le site www.sec.gov, et sur le site de la Société, www.cae.com. La direction de CAE (la Direction) estime que les renseignements fournis dans le présent rapport sont suffisants et mettent bien en évidence tous les changements importants intervenus au cours du trimestre. Pour autant, ces états financiers intermédiaires consolidés sont à lire à la lumière des états financiers consolidés fournis dans le plus récent rapport annuel.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin d'être conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

À moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens dans les présents états financiers.

CARACTÈRE SAISONNIER ET CYCLIQUE DES ACTIVITÉS

Les secteurs d'activité de CAE subissent à des degrés divers les effets du caractère cyclique, et/ou saisonnier du marché de l'aéronautique. C'est pourquoi les résultats obtenus au cours d'une période intermédiaire ne permettent pas nécessairement de présumer des résultats de l'exercice en entier.

Le secteur Produits de simulation — Civil vend ses matériels directement aux compagnies aériennes : automatiquement, les phases d'expansion et de repli que connaît cycliquement le secteur de l'aviation commerciale se répercutent sur son activité. Les activités du secteur Formation et services associés — Civil subissent le caractère saisonnier de l'industrie : en périodes de forte activité du transport aérien (vacances, etc.), les pilotes de ligne et les pilotes d'avions d'affaires sont généralement trop occupés à voler pour pouvoir suivre des formations. Inversement, les périodes de l'année où les gens voyagent moins sont principalement celles où les pilotes font leur formation. Depuis toujours, les services de formation de CAE sont donc davantage sollicités au cours des premier et quatrième trimestres de son exercice financier, qu'au cours des deuxième et troisième trimestres.

Les prises de commandes du secteur Produits de simulation — Militaire, dont les clients sont des organismes gouvernementaux, n'ont jamais réellement connu de variations cycliques ou saisonnières. Pour ce qui est des prises de commandes du secteur Formation et services associés — Militaire, elles sont habituellement plus élevées au second semestre de l'exercice, car c'est le moment où la plupart des contrats sont renouvelés.

NOTE 1 | NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)**UTILISATION D'ESTIMATIONS**

La préparation d'états financiers, conformément aux PCGR, exige que la Direction fasse des estimations et des hypothèses qui influent sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs, et la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date du bilan, ainsi que sur les produits et les charges pour la période concernée. La Direction revoit régulièrement ses estimations, particulièrement celles qui se rapportent à la comptabilisation des contrats à long terme, aux durées de vie utile, aux avantages sociaux futurs, aux impôts sur les bénéficiaires, aux dépréciations d'actifs à long terme et d'écart d'acquisition, d'après la connaissance que la Direction a des événements actuels et des mesures que la Société est susceptible de prendre dans l'avenir. Qu'il s'agisse des états annuels ou des états intermédiaires, les chiffres qui y figurent sont souvent le résultat d'estimations raisonnables. Le recours à l'estimation est toutefois plus important habituellement pour l'établissement des états financiers intermédiaires que pour celui des états financiers annuels. Dans tous les cas, les résultats réels peuvent différer des estimations, et des changements importants dans celles-ci ou dans les hypothèses peuvent entraîner une baisse de valeur de certains actifs.

BASE DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de CAE inc. et de toutes les filiales dont elle détient la participation majoritaire, ainsi que ceux des entités à détenteurs de droits variables dont elle est le principal bénéficiaire. Ils comprennent également la quote-part revenant à CAE de l'actif, du passif et des résultats des coentreprises dans lesquelles elle a une participation. Tous les comptes et opérations intersociétés importants ont été éliminés. Les participations sur lesquelles CAE exerce une influence notable sont comptabilisées à la valeur de consolidation. Les placements de portefeuille sont comptabilisés à la valeur d'acquisition.

NOTE 2 | ACTIVITÉS ABANDONNÉES ET ACTIFS DESTINÉS À LA VENTE**TECHNOLOGIES DE NETTOYAGE**

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2007, CAE a encaissé 9,3 millions \$ représentant le paiement intégral anticipé des effets à long terme subordonnés garantis qui étaient jusque-là comptabilisés sous « autres actifs ». D'une valeur comptable de 7,9 millions \$, ces effets à recevoir faisaient partie du paiement des entreprises Ultrasonics et Ransohoff, que CAE a vendues en 2002. Cet encaissement a donné lieu à la comptabilisation ce trimestre de 1,4 million \$ d'intérêts créditeurs, du fait de la réalisation des escomptes sur les effets à recevoir. De plus, les parties se sont entendues sur les ajustements aux provisions pour fonds de roulement, qui ont donné lieu à la perception et à la comptabilisation par CAE d'un montant complémentaire d'environ 0,1 million \$ (après 0,1 million \$ d'économie d'impôts).

SYSTÈMES FORESTIERS

Le 2 mai 2003, CAE a mené à terme la vente d'une des activités de son secteur des Systèmes forestiers à Carmanah Design and Manufacturing. Il lui restait à percevoir une contrepartie supplémentaire dont le montant dépendrait des résultats de l'exploitation de l'activité vendue. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2007, un règlement est intervenu et CAE a perçu un montant de 0,2 million \$ (après 0,1 million \$ de charge fiscale).

CONTRÔLES NAVALS

Le 3 février 2005, CAE a conclu avec L-3 Communications Corporation (L-3) la vente des principaux éléments de cette activité pour la somme de 238,6 millions \$ payables en espèces. Le prix de la vente demeurerait toutefois assujéti à l'acceptation par L-3 de la valeur nette du fonds de roulement du secteur Contrôles navals. Les discussions à ce propos ont abouti à un accord au cours du second trimestre et L-3 a été payé pour la différence sur la valeur nette reconnue du fonds de roulement. De plus, CAE a reçu de cet acheteur notification d'une réclamation d'indemnités prévues dans le contrat de vente et d'achat (CVA). Le motif invoqué est que CAE serait en situation de défaut vis-à-vis de certaines promesses et garanties fournies dans le CVA. Il est impossible pour le moment de dire quelle sera l'issue de ces questions et encore moins de savoir à combien pourraient éventuellement se monter les dédommagements à verser. CAE compte mettre en œuvre tous les moyens à sa disposition pour se défendre. Le CVA fixe à 25 millions \$US le maximum qui puisse être réclamé pour tous motifs confondus.

ACTIFS DESTINÉS À LA VENTE

Au deuxième trimestre de l'exercice 2007, CAE a vendu une partie des biens fonciers et immobiliers qui étaient classés dans les actifs destinés à la vente, pour une somme de 3,6 millions \$. Cette vente s'est traduite dans les comptes par une perte de 0,2 million \$ (après 0,1 million \$ d'économie d'impôts).

Au 30 septembre 2006, l'élément d'actif à long terme destiné à la vente consiste en un immeuble lié au secteur Formation et services associés — Civil d'une valeur de 1,9 million \$ (valeur au 31 mars 2006 des immobilisations incorporelles destinées à la vente : 5,9 millions \$).

NOTE 2 | ACTIVITÉS ABANDONNÉES ET ACTIFS DESTINÉS À LA VENTE (SUITE)

Le tableau qui suit résume les renseignements financiers sur les activités abandonnées :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les 30 septembre		Six mois terminés les 30 septembre	
	2006	2005	2006	2005
Perte nette des Contrôles navals, après économie d'impôts nulle pour le trimestre et de 0,2 \$ pour le semestre (en 2005 : trimestre — néant ; semestre — néant)	(0,2)\$	(0,7)\$	(1,0)\$	(0,7)\$
Bénéfice net des Technologies de nettoyage et autres activités abandonnées, après économie d'impôts de 0,1 \$ (en 2005 : néant)	0,1	—	0,1	—
Bénéfice net des Systèmes forestiers, après charge fiscale de 0,1 \$ pour le semestre (en 2005 : néant)	—	—	0,2	—
Perte nette des actifs à long terme destinés à la vente, après économie d'impôts de 0,1 \$ (en 2005 : néant)	(0,2)	—	(0,2)	—
Perte nette des activités abandonnées	(0,3)\$	(0,7)\$	(0,9)\$	(0,7)\$

NOTE 3 | INTÉRÊTS DÉBITEURS, MONTANT NET

Les intérêts débiteurs (créditeurs) s'établissent comme suit :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les 30 septembre		Six mois terminés les 30 septembre	
	2006	2005	2006	2005
Intérêts débiteurs sur la dette à long terme	4,6 \$	4,2 \$	8,4 \$	10,3 \$
Amortissement des frais de financement reportés et autres	0,4	1,8	1,1	2,8
Intérêts capitalisés	(1,3)	(0,3)	(2,2)	(1,8)
Intérêts sur la dette à long terme	3,7 \$	5,7 \$	7,3 \$	11,3 \$
Intérêts créditeurs	(2,4)\$	(0,9)\$	(3,1)\$	(1,7)\$
Autres intérêts débiteurs (créditeurs), montant net	(0,1)	(0,4)	—	(0,4)
Autres intérêts débiteurs (créditeurs), montant net	(2,5)\$	(1,3)\$	(3,1)\$	(2,1)\$
Intérêts débiteurs, montant net	1,2 \$	4,4 \$	4,2 \$	9,2 \$

Dans les intérêts créditeurs entrent les intérêts perçus du fait de la réalisation d'escomptes sur les effets à recevoir à long terme, dont le remboursement intégral a été encaissé ce trimestre, et du fait des avances de fonds consenties à CVS Leasing Ltd. (CVS). CVS est une société qui détient des simulateurs et autres équipements qui servent à la formation des pilotes des Forces armées britanniques au centre de formation CAE de Benson, en Angleterre. CAE détient une participation minoritaire de 14 % dans CVS.

NOTE 4 | CAPITAL-ACTIONS

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions, sauf le nombre d'actions)</i>	Six mois terminés le 30 septembre 2006		Douze mois terminés le 31 mars 2006	
	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Nombre d'actions	Valeur attribuée
Solde au début de la période	250 702 430	389,0 \$	248 070 329	373,8 \$
Émissions d'actions ^(a)	—	—	1 091 564	6,9
Options sur actions exercées	421 520	2,7	1 497 540	8,0
Transfert du surplus d'apport sur exercice d'options	—	1,9	—	—
Dividendes en actions	10 950	0,1	42 997	0,3
Solde à la fin de la période	251 134 900	393,7 \$	250 702 430	389,0 \$

(a) Le 20 mai 2005, la Société a émis 1 000 000 d'actions ordinaires, au prix unitaire de 6,13 \$, en vue de l'acquisition de Terrain Experts, Inc.
Le 30 novembre 2005, la Société a émis 91 564 actions ordinaires, au prix unitaire de 8,07 \$, pour couvrir le second paiement du prix d'acquisition, déjà comptabilisé dans la répartition du prix d'achat de Greenley & Associates inc.

NOTE 5 | PARTAGE DE COÛTS AVEC LE GOUVERNEMENT

PROJET PHŒNIX

Au cours de l'exercice 2006, la Société a annoncé la mise en œuvre du Projet Phœnix, dans le cadre duquel elle prévoit investir 630 millions \$ dans un programme de R-D d'une durée de six ans. Au cours de la même année, le gouvernement du Canada et la Société ont conclu un accord prévoyant un investissement du gouvernement d'une valeur égale à environ 30 % (189 millions \$) de celle du projet de R-D de CAE (ce qui a réduit d'environ 25 % le montant encaissable du crédit d'impôt). Cette entente s'inscrit dans le cadre du Partenariat technologique Canada (PTC), programme d'Industrie Canada destiné à favoriser l'investissement stratégique en R-D, à encourager l'investissement du secteur privé et à accroître les capacités technologiques de l'industrie canadienne. À compter de l'exercice 2012, les fonds investis par le gouvernement du Canada seront remboursables sous forme de redevances, et ce, en fonction des produits consolidés. Le versement des redevances cessera en 2030 ou dès l'instant où elles auront atteint le montant de l'aide financière publique versée.

Au deuxième trimestre de l'exercice 2007, CAE a signé une entente avec le gouvernement du Québec pour la participation de celui-ci dans le Projet Phœnix. L'appui du gouvernement du Québec prendra la forme d'une contribution remboursable par redevances de 31,5 millions \$ sur une durée de six ans. Investissement Québec gèrera ce financement. À compter de l'exercice 2012, les fonds investis par le gouvernement du Québec seront remboursables sous forme de redevances, et ce, en fonction des produits consolidés. Le versement des redevances cessera en 2030 ou dès l'instant où elles auront atteint le montant de l'aide financière publique versée. Le montant inscrit au cours de ce deuxième trimestre de l'exercice 2007 se rapporte à l'entente conclue avec le gouvernement et correspond aux dépenses engagées à partir de juin 2005.

Le tableau suivant donne la valeur des montants de financement comptabilisés et des montants non encore perçus pour le projet, dont la mise en œuvre et la prise en compte ont débuté au troisième trimestre de l'exercice 2006.

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés le 30 septembre 2006	Six mois terminés le 30 septembre 2006	Douze mois terminés le 31 mars 2006
Financement restant à recevoir au début de la période	17,1 \$	10,0 \$	– \$
Contributions			
Montant porté aux résultats	13,7	19,7	13,5
Montant porté aux coûts capitalisés	2,6	3,7	3,8
Montants de financement perçus	(13,4)	(13,4)	(7,3)
Financement restant à recevoir à la fin de la période	20,0 \$	20,0 \$	10,0 \$

En outre, pour les trois mois terminés le 30 septembre 2006, les dépenses de R-D se sont montées à 23,3 millions \$ (21,1 millions \$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2005), dont 2,8 millions \$ sont des frais de développement susceptibles d'un report dans les conditions prévues par l'ICCA (0,6 million \$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2005). Pour les six mois terminés le 30 septembre 2006, les dépenses de R-D se sont montées à 45,8 millions \$ (34,5 \$ millions pour le semestre clos le 30 septembre 2005), dont 5,0 millions \$ sont des frais de développement susceptibles d'un report dans les conditions prévues par l'ICCA (1,3 millions \$ pour le semestre clos le 30 septembre 2005).

Aucun paiement de redevances au titre de ce programme n'a eu lieu au deuxième trimestre de l'exercice 2007 (néant au 30 septembre 2005). Il n'y en a pas eu au cours du semestre clos le 30 septembre 2006 (néant au semestre clos le 30 septembre 2005).

PROGRAMMES ANTÉRIEURS

La Société a également conclu avec le gouvernement du Canada des accords visant le partage d'une portion des coûts engagés dans le cadre d'autres programmes de R-D. Cette initiative vise à accroître les capacités technologiques de CAE liées aux systèmes de simulation de vol, en développant des composantes qui réduiront les coûts et le poids des simulateurs de vol, et des technologies qui réduiront le coût de la formation initiale. Les fonds investis dans ces programmes sont remboursables sous forme de redevances jusqu'en mars 2011 et jusqu'en mars 2013, en fonction respectivement des ventes futures de programmes pour la formation civile et pour la formation militaire.

Les programmes antérieurs n'ont donné lieu à la comptabilisation d'aucun montant de financement au deuxième trimestre de l'exercice 2007. Il en a été de même pour le semestre clos le 30 septembre 2006. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2005, un montant global de financement de 2,2 millions \$ a été comptabilisé. Ce montant a été entièrement porté en réduction des charges. Pour les six mois terminés le 30 septembre 2005, le total des financements comptabilisés s'est monté à 5,6 millions \$ entièrement portés en réduction des charges.

Sur les 7,5 millions \$ comptabilisés à l'exercice 2006, 1,2 million \$ était à recevoir au 31 mars 2006.

Au deuxième trimestre de l'exercice 2007, les redevances payées pour les programmes antérieurs se sont montées à 1,7 million \$ (1,5 million \$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2005). Pour le semestre clos le 30 septembre 2006, les redevances payées pour les programmes antérieurs se sont montées à 3,5 millions \$ (3,0 millions \$ pour le semestre terminé le 30 septembre 2005).

Au deuxième trimestre de l'exercice 2007, la Société a enregistré un passif de 17,8 millions \$ (18,9 millions \$ au 31 mars 2006) au titre des paiements futurs liés à l'ensemble des programmes de R-D.

NOTE 6 | AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Le coût total des prestations versées au titre de régimes enregistrés au cours du trimestre terminé le 30 septembre se composait des éléments suivants :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les		Six mois terminés les	
	30 septembre		30 septembre	
	2006	2005	2006	2005
Coût des services rendus au cours de la période	2,0 \$	1,3 \$	4,1 \$	2,6 \$
Intérêts débiteurs sur les obligations prévues	2,9	2,6	5,6	5,3
Rendement prévu de l'actif des régimes	(2,7)	(2,1)	(5,4)	(4,2)
Amortissement de la perte actuarielle nette	0,4	0,5	1,0	1,0
Amortissement du coût des services passés	0,2	0,1	0,3	0,2
Charge de retraite nette	2,8 \$	2,4 \$	5,6 \$	4,9 \$

NOTE 7 | RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les		Six mois terminés les	
	30 septembre		30 septembre	
	2006	2005	2006	2005
Liquidités provenant du (affectées au) fonds de roulement hors trésorerie :				
Comptes débiteurs	(31,3)\$	(4,4)\$	(61,0)\$	(12,8)\$
Stocks	(3,4)	(11,6)	3,1	(26,1)
Charges payées d'avance	(5,2)	(2,7)	(2,0)	(3,2)
Impôts sur le bénéfice à recouvrer	(1,9)	(10,0)	(5,2)	(10,2)
Comptes créditeurs et charges à payer	17,5	(4,4)	(1,5)	1,4
Acomptes sur contrats	8,3	41,3	23,5	50,1
Variations du fonds de roulement hors trésorerie	(16,0)\$	8,2 \$	(43,1)\$	(0,8)\$
Information supplémentaire sur les flux de trésorerie:				
Intérêts payés	0,5 \$	3,8 \$	6,4 \$	13,2 \$
Impôts sur le bénéfice payés, montant net	5,1 \$	1,7 \$	6,7 \$	5,2 \$
Information supplémentaire sur l'état des résultats:				
(Gain) perte de change	(0,2)\$	1,9 \$	(2,0)\$	(7,9)\$

Les décaissements nets en rapport avec la cession d'activités abandonnées qui figurent dans les états consolidés des flux de trésorerie comprennent les 10,2 millions \$ payés en espèces à L-3 pour le rajustement de la valeur du fonds de roulement du secteur Contrôles navals, que compensent en partie les 3,6 millions \$ en espèces encaissés pour la vente d'une partie des biens fonciers et immobiliers qui étaient classés dans les actifs destinés à la vente.

NOTE 8 | CHARGE DE RESTRUCTURATION

Au cours du quatrième trimestre de 2005, à la suite d'un examen approfondi du rendement actuel et de l'orientation stratégique de ses activités, la Société a annoncé un vaste plan de restructuration en vue d'éliminer les dédoublements entre les secteurs civils et militaires et d'adopter une structure de coûts plus concurrentielle. Ce plan, qui comportait la suppression d'environ 450 emplois et la fermeture d'établissements redondants, a des répercussions considérables sur les activités de la Société non seulement à Montréal, mais aussi ailleurs dans le monde, notamment dans certains des centres de formation européens et américains. Depuis l'exercice 2005, les dépenses de restructuration comptabilisées en charges dans les résultats de la Société se montent à un total de 43,8 millions \$, dont une bonne partie est représentée par les frais de cessation d'emploi et les frais connexes, et dans lequel entrent 0,2 million \$ de dépenses supplémentaires engagées au deuxième trimestre de l'exercice 2007.

NOTE 8 | CHARGE DE RESTRUCTURATION (SUITE)

Le sommaire de la provision est le suivant :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Frais de cessation d'emploi	Autres frais	Total
Solde de la provision au 31 mars 2006	12,0 \$	0,6 \$	12,6 \$
Frais passés en charges	(0,3)	0,7	0,4
Paievements versés	(3,7)	(1,2)	(4,9)
Solde de la provision au 30 septembre 2006	8,0 \$	0,1 \$	8,1 \$

NOTE 9 | INFORMATIONS SECTORIELLES**RÉSULTATS PAR SECTEUR**

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à allouer aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le bénéfice avant autres revenus (charges) nets, avant intérêts, impôts sur le bénéfice et activités abandonnées (que l'on désigne dans ce qui suit par « résultat d'exploitation sectoriel »). Les secteurs Produits de simulation — Civil et Produits de simulation — Militaire fonctionnent selon un schéma d'organisation intégré selon lequel la majorité des fonctions d'ingénierie, de développement, d'approvisionnement mondial, de gestion des programmes et de fabrication leur sont communes. Les principes comptables selon lesquels est établie l'information par secteur sont les mêmes que ceux d'après lesquels la Société dresse ses états financiers consolidés. Les opérations entre secteurs sont comptabilisées au coût et consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur Produits de simulation — Civil vers le secteur Formation et services associés — Civil. La répartition des éléments d'actifs, passifs et coûts communs (essentiellement des frais généraux) entre les secteurs est faite en proportion de l'utilisation qui revient à chaque secteur lorsqu'on peut la déterminer et la mesurer à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes de chaque secteur.

(Chiffres non vérifiés)

Trois mois terminés les 30 septembre

(en millions)

	Produits de simulation		Formation et services associés		Total	
	2006	2005	2006	2005	2006	2005
Civil						
Produits externes	84,2 \$	55,8 \$	78,4 \$	79,4 \$	162,6 \$	135,2 \$
Résultat d'exploitation sectoriel	18,6	3,4	11,3	11,6	29,9	15,0
Amortissement						
• Immobilisations corporelles	1,4	1,3	9,3	8,9	10,7	10,2
• Actifs incorporels et autres actifs	0,7	4,0	1,4	1,4	2,1	5,4
Dépenses en immobilisations	3,5	1,0	30,1	14,3	33,6	15,3
Militaire						
Produits externes	64,3 \$	94,4 \$	53,5 \$	50,7 \$	117,8 \$	145,1 \$
Résultat d'exploitation sectoriel	7,4	9,7	9,3	5,4	16,7	15,1
Amortissement						
• Immobilisations corporelles	1,6	1,6	1,0	1,1	2,6	2,7
• Actifs incorporels et autres actifs	0,7	1,4	0,8	0,8	1,5	2,2
Dépenses en immobilisations	0,9	1,6	6,4	7,4	7,3	9,0
Total						
Produits externes	148,5 \$	150,2 \$	131,9 \$	130,1 \$	280,4 \$	280,3 \$
Résultat d'exploitation sectoriel	26,0	13,1	20,6	17,0	46,6	30,1
Amortissement						
• Immobilisations corporelles	3,0	2,9	10,3	10,0	13,3	12,9
• Actifs incorporels et autres actifs	1,4	5,4	2,2	2,2	3,6	7,6
Dépenses en immobilisations	4,4	2,6	36,5	21,7	40,9	24,3

NOTE 9 | INFORMATIONS SECTORIELLES (SUITE)*(Chiffres non vérifiés)**Six mois terminés les 30 septembre**(en millions)*

	Produits de simulation		Formation et services associés		Total	
	2006	2005	2006	2005	2006	2005
Civil						
Produits externes	158,4 \$	116,0 \$	162,1 \$	163,2 \$	320,5 \$	279,2 \$
Résultat d'exploitation sectoriel	29,6	10,5	29,7	28,5	59,3	39,0
Amortissement						
• Immobilisations corporelles	2,7	2,7	18,3	18,0	21,0	20,7
• Actifs incorporels et autres actifs	1,5	4,7	3,0	2,8	4,5	7,5
Dépenses en immobilisations	11,7	1,2	47,9	25,2	59,6	26,4
Militaire						
Produits externes	160,1 \$	167,1 \$	101,6 \$	100,0 \$	261,7 \$	267,1 \$
Résultat d'exploitation sectoriel	18,6	14,5	20,9	7,4	39,5	21,9
Amortissement						
• Immobilisations corporelles	3,1	3,1	2,0	2,2	5,1	5,3
• Actifs incorporels et autres actifs	1,4	1,7	1,3	1,6	2,7	3,3
Dépenses en immobilisations	2,2	1,9	19,8	13,9	22,0	15,8
Total						
Produits externes	318,5 \$	283,1 \$	263,7 \$	263,2 \$	582,2 \$	546,3 \$
Résultat d'exploitation sectoriel	48,2	25,0	50,6	35,9	98,8	60,9
Amortissement						
• Immobilisations corporelles	5,8	5,8	20,3	20,2	26,1	26,0
• Actifs incorporels et autres actifs	2,9	6,4	4,3	4,4	7,2	10,8
Dépenses en immobilisations	13,9	3,1	67,7	39,1	81,6	42,2

BÉNÉFICE CONSOLIDÉ AVANT INTÉRÊTS ET IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Le tableau suivant présente le rapprochement entre le résultat d'exploitation sectoriel total et le bénéfice avant intérêts et impôts sur les bénéfices :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les 30 septembre		Six mois terminés les 30 septembre	
	2006	2005	2006	2005
Résultat d'exploitation sectoriel total	46,6 \$	30,1 \$	98,8 \$	60,9 \$
Gain de change sur la réduction de l'investissement dans certaines filiales autonomes ^(a)	–	–	–	6,0
Charge de restructuration (note 8)	(0,2)	(1,6)	(0,4)	(2,5)
Autres frais liés au plan de restructuration ^(b)	(1,5)	(0,4)	(6,0)	(0,4)
Bénéfice avant intérêts et impôts sur les bénéfices	44,9 \$	28,1 \$	92,4 \$	64,0 \$

(a) Au cours du premier trimestre de l'exercice 2006, la Société a réduit la capitalisation de certaines de ses filiales autonomes, en conséquence de quoi le montant correspondant de change dans le compte *Écarts de conversion cumulés* a été passé dans les états consolidés des résultats.

(b) Depuis le début de l'exercice 2006, la Société a également engagé des coûts supplémentaires en rapport avec son plan de restructuration qui, d'après les PCGR, sont inclus dans le bénéfice. Ces coûts ne sont pas compris dans le résultat d'exploitation sectoriel. Il s'agit, pour une bonne part, des frais de réingénierie des processus opérationnels de la Société, dont une partie concerne la mise en œuvre du système ERP (portion capitalisée non comptée). D'autres dépenses ont concerné aussi le réexamen de la stratégie et d'autres coûts associés à la restructuration.

NOTE 9 | INFORMATIONS SECTORIELLES (SUITE)

ACTIF UTILISÉ PAR SECTEUR

CAE détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après l'actif qu'il utilise. L'actif utilisé comprend les comptes débiteurs, les stocks, les charges payées d'avance, les immobilisations corporelles, l'écart d'acquisition, les actifs incorporels et les autres éléments d'actif, à l'exception des liquidités, des impôts sur le bénéfice, des éléments d'actif destinés à la vente et des éléments d'actif de certaines filiales inactives.

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Au 30 septembre 2006	Au 31 mars 2006
Produits de simulation — Civil	199,2 \$	163,5 \$
Produits de simulation — Militaire	236,6	225,2
Formation et services associés — Civil	858,8	833,8
Formation et services associés — Militaire	194,1	166,7
Total de l'actif utilisé	1 488,7 \$	1 389,2 \$
Actifs non inclus dans l'actif utilisé	354,2	326,9
Total de l'actif	1 842,9 \$	1 716,1 \$

INFORMATION PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

La Société est présente dans 19 pays. Les produits des ventes sont attribués au pays de résidence des clients.

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les 30 septembre		Six mois terminés les 30 septembre	
	2006	2005	2006	2005
Produits tirés de clients externes				
Canada	24,3 \$	38,8 \$	60,1 \$	45,6 \$
États-Unis	90,5	103,2	176,7	199,2
Royaume-Uni	19,8	22,2	43,3	44,0
Allemagne	25,4	37,4	74,8	72,6
Pays-Bas	27,3	34,1	50,9	55,8
Autres pays d'Europe	24,0	7,6	43,9	27,0
Asie et Moyen-Orient	52,3	29,9	93,3	69,6
Autres pays	16,8	7,1	39,2	32,5
	280,4 \$	280,3 \$	582,2 \$	546,3 \$

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Au 30 septembre 2006	Au 31 mars 2006
Immobilisations corporelles, écart d'acquisition, actifs incorporels		
Canada	170,2 \$	250,6 \$
États-Unis	326,6	300,9
Royaume-Uni	112,3	77,3
Espagne	79,8	84,2
Allemagne	44,1	30,1
Pays-Bas	141,2	113,1
Autres pays d'Europe	63,9	66,2
Asie et Moyen-Orient	39,5	24,3
Autres pays	16,8	7,9
	994,4 \$	954,6 \$

NOTE 10 | ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

Le 4 octobre 2006, CAE a fait apport de liquidités et d'actifs d'une juste valeur marchande estimative de 87,3 millions \$ au centre de formation aéronautique Emirates-CAE Flight Training Center (ECFT) au titre de sa participation dans la coentreprise. Emirates, le partenaire dans cette coentreprise, a fait de son côté un apport équivalent à ECFT. Emirates et CAE se partagent à parts égales la gestion de l'exploitation et des opérations de financement et d'investissement d'ECFT, de même que ses bénéfices, ses pertes et ses dividendes.

